



**COORDINATEUR RESIDENT/HUMANITAIRE
RAPPORT SUR L'UTILISATION DES SUBVENTIONS
DU CERF
19-RR-COM-37104
COMORES
RÉPONSE RAPIDE
CYCLONE KENNETH
2019**

COORDINATEUR RESIDENT/HUMANITAIRE	MATTHIAS NAAB
--	----------------------

RÉSUMÉ DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION	
a. Merci d'indiquer quand la revue après action (RAA) a été conduite et qui y a participé.	30-31 Juillet 2019
Une séance de RAA relative à l'ensemble des réponses, qui inclut celles financées par le fonds CERF, a été conduite 2 mois avant l'échéance des projets CERF. Cette RAA a vu la participation de toutes les agences et les partenaires de mise en œuvre des projets CERF, en plus des acteurs humanitaires intervenant dans l'ensemble des réponses, à savoir la Direction Générale de la Protection Civile, tous les Ministères sectoriels, les ONG, le mouvement de la Croix-Rouge, le secteur privé et les medias. L'équipe de OCHA basée à Madagascar a co-facilité cette séance de RAA.	
b. Merci de confirmer que le rapport CERF du Coordinateur Résident et/ou Coordinateur de l'Action Humanitaire (RC/HC) a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordinateurs sectoriels.	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
c. Le rapport final du RC/HC du CERF a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordinateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes) ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Avant sa validation finale et sa soumission au Secrétariat CERF, ce rapport a été partagé avec les Agences onusiennes concernées, les groupes sectoriels et la Direction Générale de la Protection Civile.	

PARTIE I

Déclaration stratégique du Coordinateur Résident / Humanitaire

Pour les pays insulaires comme les Comores, où la présence physique des donateurs est très limitée, le fonds CERF est un outil de financement crucial pour pouvoir démarrer les assistances humanitaires dès la survenance d'une catastrophe.

Ainsi, après le passage du cyclone tropical Kenneth, les premières interventions conjointes menées, une fois le plan de réponse globale élaborée et les priorités identifiées, ont été financées par le fonds CERF. L'appui des autres partenaires techniques et financiers sont arrivés ultérieurement et auraient été même activé par le déblocage du fonds CERF.

En tout, 268 760 personnes vivant dans les zones les plus touchées et classées en première priorité ont été assistées à travers les projets financées par le CERF ; et parmi ces personnes, 11 465 personnes ont bénéficié de transfert monétaire. Le fonds a permis également de renforcer la coordination humanitaire des réponses suite à l'élaboration d'un plan global de réponse d'abord, puis à l'identification des priorités d'une manière consensuelle, et enfin au suivi régulier de l'avancement des réponses qui a été impulsé par le mécanisme de suivi exigé par le CERF.

1. APERÇU

TABLEAU 1 : VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)

a. Montant total nécessaire à la réponse humanitaire	20 095 000
SOURCE	
CERF	2 994 184
FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (le cas échéant)	0
AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	1 528 667
b. Financement total reçu pour la réponse humanitaire	5 102 693

TABLEAU 2 : CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)

Agence	Code du Projet	Groupe Sectoriel/Secteur	Montant
FAO	19-RR-FAO-022	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)	359 386
UNDP	19-RR-UDP-006	Abris d'urgence et articles non-alimentaire - Abris et biens non-alimentaires	436 288
UNDP	19-RR-UDP-007	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)	200 001
UNFPA	19-RR-FPA-031	Santé - Santé	242 508
UNICEF	19-RR-CEF-073	Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène	442 575
UNICEF	19-RR-CEF-073	Éducation - Éducation	295 050
UNICEF	19-RR-CEF-073	Santé - Santé	245 875
WFP	19-RR-WFP-043	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	405 798
WFP	19-RR-WFP-044	Logistique - Logistique commune	129 000
WHO	19-RR-WHO-036	Santé - Santé	237 703
TOTAL			2 994 184

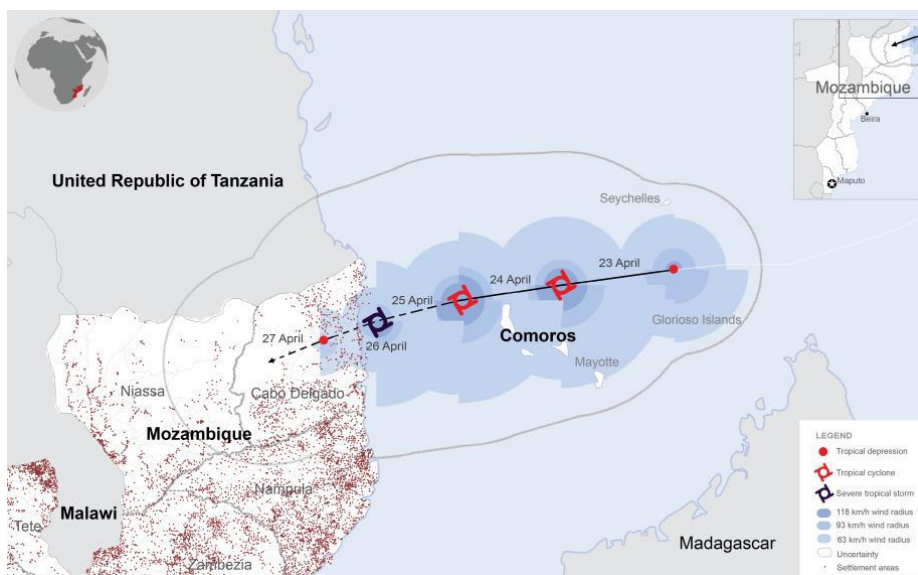
TABLEAU 3 : REPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITES DE MISE EN OEUVRE (US\$)	
Total des fonds utilisés directement des agences des Nations Unies y inclus acquisition des marchandises de secours	2 291 410
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux *	523 092
Fonds transférés aux partenaires ONG Internationales pour mise en œuvre*	0
Fonds transférés aux partenaires ONG Nationales pour mise en œuvre *	27 055
Fonds transférés aux partenaires de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge *	152 627
Total fonds transférés aux partenaires (IP)*	702 774
TOTAL	2 994 184

* Identique aux totaux de l'Annexe 1

2. LE CONTEXTE HUMANITAIRE ET LES BESOINS

Le 21 avril 2019, le cyclone tropical intense Kenneth s'est formé dans le Canal du Mozambique. Sa trajectoire est passée à moins de 50 km de l'archipel des Comores au stade de Cyclone Tropical dans la nuit du 24 avril, avant d'atterrir le lendemain dans le nord du Mozambique. Le cyclone a affecté l'archipel des Comores et plus particulièrement la Grande Comores.

Sur les 800 000 personnes qui habitent aux Comores, 345 000 personnes ont été affectées par le passage du cyclone Kenneth, majoritairement concentrées sur l'île de la Grande Comores, dont 185 900 sont dans le besoin d'assistance multisectorielle immédiate. Les îles d'Anjouan et de Mohéli ont été touchées dans une moindre mesure.



Dès le lendemain de passage de Kenneth, une évaluation rapide multisectorielle a été enclenchée à travers la mobilisation de 16 équipes inter-agences qui ont couvert toutes les trois îles touchées. Les résultats de cette évaluation ont montré que les secteurs les plus affectés sont l'agriculture, l'abri d'urgence, l'eau/hygiène/assainissement, l'éducation et la Santé. Par ailleurs, les secteurs de l'énergie et des infrastructures ont subi aussi des dégâts importants.

En tout, il y a eu 7 morts, 182 blessés, 19 372 personnes déplacées, 4 482 maisons totalement détruites, 14 970 autres endommagées, 96 réservoirs d'eau détruits, 465 salles de classes endommagées dont 213 totalement détruites, et 224 sites scolaires endommagés. Cette situation laissait environ 44 800 élèves entre 3 et 18 ans sans écoles ; parmi eux, 6 070 devaient passer leur examen de fin de cycle primaire (dont à peu près 50% de filles). Au moins 6 structures sanitaires sont endommagées, leurs services répondaient au besoin en santé de 54 820 personnes. Les conditions sanitaires négatives présentaient un risque de l'émergence d'épidémies de maladies infectieuses, comme le Cholera et les maladies diarrhéiques, la rougeole et la malaria et les autres maladies transmises par vecteur.

Moroni (la capitale du pays) fonctionne avec une seule station de pompage d'eau. Les deux autres stations endommagées par le cyclone, avaient privé d'eau une partie de la ville. Les stations de pompage d'eau périphériques qui ne sont pas détruites

avaient rencontré un problème d'approvisionnement en carburant et certaines citernes et zones de captage d'eau étaient contaminées par la montée des eaux de la mer ou des débris emportés par le cyclone. Plus de 100 000 personnes avaient ainsi un problème d'accès à l'eau potable.

Pour le secteur agricole, les dégâts sur les cultures vivrières et de rente et l'élevage sont importantes, pouvant aller jusqu'à 60% dans certaines localités. Au Comores, la plupart des cultures comme les bananiers sont récoltées presque en permanence par les ménages ruraux pour servir de source d'alimentation au quotidien. Ces pertes avaient mis les ménages agricoles touchés par les vents en situation d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, le taux national de malnutrition aiguë chez les enfants moins de 5 ans est estimé environ à 11%, dont 4% sous sa forme sévère. Le taux d'insuffisance pondérale est de 16% chez les moins de cinq ans, dont 4% classifiée comme est grave. La prévalence de la malnutrition chronique atteint 30% chez les enfants de moins de cinq ans, dont 15% sous sa forme sévère. Parmi les enfants âgés de 6 à 23 mois, seuls 7% ont un régime alimentaire minimum acceptable, avec une fréquence de repas et une diversité alimentaire équilibrée. Les problèmes d'insécurité alimentaire consécutifs au cyclone risquent donc de conduire rapidement à une aggravation de la situation nutritionnelle parmi les groupes les plus vulnérables, et cela pourrait augmenter la prévalence et la gravité des maladies infectieuses.

De plus, une fièvre aphteuse avait été déclarée juste avant le passage du cyclone. Son passage a favorisé la prolifération rapide de cette épizootie sur le bétail.

Enfin, les conditions logistiques liés à l'accès s'étaient détériorées après le passage du cyclone, certaines routes et pistes rurales ont été endommagées. Et comme la péninsule des Comores est composée de plusieurs îles, la liaison entre elles se fait par voie aérienne ou maritime. Cela n'a pas facilité les réponses aux communes affectées sur les différentes îles.

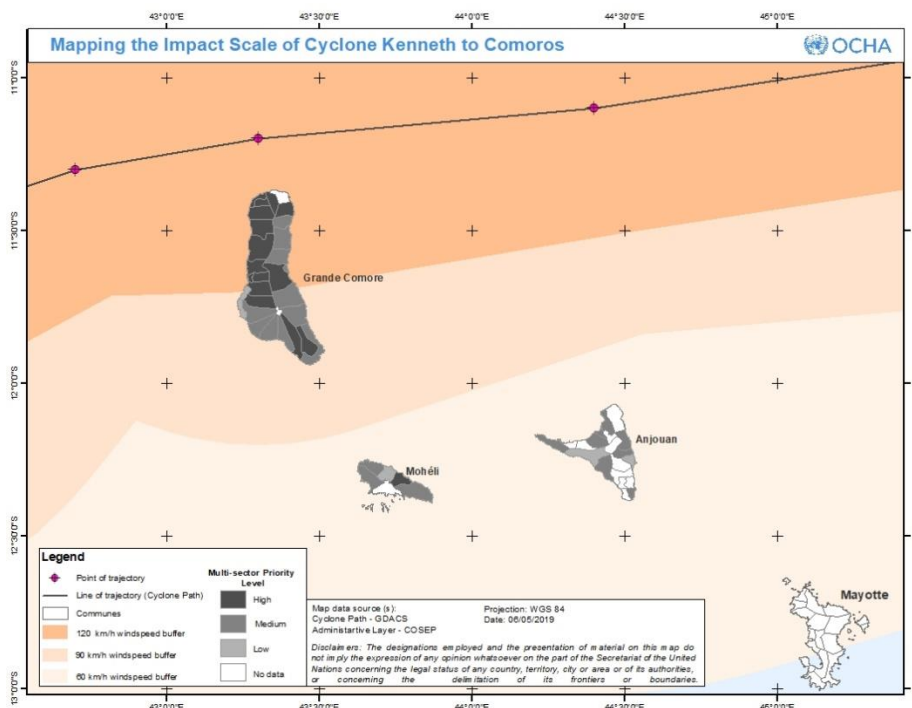
3. ZONES CIBLÉES ET ÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITÉS

Sous la coordination de la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC), une évaluation rapide multisectorielle a été conduite et cela a abouti à l'élaboration d'un le plan de réponse préliminaire budgétisé à 20,1 millions US\$, qui se limite à une réponse multisectorielle de 3 mois. Ce plan intègre les sept secteurs humanitaires suivants : abri d'urgence, eau/hygiène/assainissement, éducation/protection, logistique et télécommunication, sécurité alimentaire/agriculture et moyens de subsistance, et santé.

Parmi ces sept secteurs, cinq sont considérés comme prioritaires, les secteurs logistiques/télécommunication et protection interviendront d'une manière transversale et en appui aux autres secteurs.

Par ailleurs, 345 000 personnes sont affectées et ont besoin d'une réponse multisectorielle, et les communes où vivent les personnes affectées ont été classées en trois niveaux de priorité (élevé, moyen et faible) afin de définir et classer les cibles sectorielles d'intervention.

- Ainsi, le plan priorise une intervention multisectorielle pour les 17 Communes classées en priorité élevée, c'est-à-dire nécessitant les interventions de tous les sept secteurs. Ces interventions vont cibler 185 900 personnes.
- Les 23 Communes classées niveau moyen recevront des interventions sectorielles spécifiques selon les besoins détectés, le nombre de personnes à cibler ne dépassera pas 146 250 personnes.
- Enfin les interventions au niveau des Communes avec faible niveau de priorité ne sont pas recommandées, sauf identification d'un besoin localisé et ponctuel. Les capacités locales devraient pouvoir couvrir les besoins des 13 000 personnes qui sont identifiées comme affectées dans ces Communes.



La carte en haut montre la localisation géographique des communes selon leur niveau de priorité. Les communes les plus affectées sont sur la moitié nord-ouest de l'île Grande Comores, cette zone ayant subi les vents les plus violents (autour de 120km/h) pendant le passage du cyclone.

A partir de ce plan de réponse globale, les projets CERF ont priorisé les zones définies par les critères suivants :

- Priorité est donnée aux 17 communes classées en niveau 1 où 185 900 personnes sont affectées, parmi les 345 000 personnes dans le besoin de réponse humanitaire. Certains secteurs vont cibler à travers des activités spécifiques certaines des 21 communes classées en priorité 2.
- Parmi les sept secteurs inclus dans le plan de réponse global, les projets CERF se sont limités aux six secteurs qui sont : abri d'urgence, eau/hygiène/assainissement, éducation/protection, logistique, sécurité alimentaire/agriculture et moyens de subsistance, et santé.

Ce processus de priorisation a été convenu à l'issue des réunions journalières (entre 27 avril et 08 mai 2019) conduites avec la Direction Générale de la Sécurité Civile et d'autres réunions au sein du Task Force Urgence du Système des Nations Unies.

4. RÉSULTATS DU FINANCEMENT CERF

Le CERF a alloué 3 millions de dollars à l'Archipel des Comores à partir de sa fenêtre « réponse rapide » pour fournir une assistance qui sauve les vies des personnes les plus affectées par le cyclone tropical Kenneth. Ce financement a permis aux agences des Nations Unies et leurs partenaires de fournir un soutien aux moyens d'existence et relance agricole à 18 894 personnes ; une assistance alimentaire à 25 920 personnes ; un accès à l'eau potable et à un assainissement adéquats à 150 762 personnes ; un service de consultations prénatales pour 3 002 femmes, des séances de sensibilisation sur la santé de la reproduction, y compris la Planification Familiale, à 12 401 femmes en âge de procréer, une prise en charge de 516 cas de IST, une sensibilisation sur les questions de violence basées sur le genre en situation humanitaire à 7 381 personnes, une distribution de 250 kits de dignité aux femmes violentées et à risque ; à fournir des abris sous différentes formes pour 1 114 ménages, et l'accès aux services de santé bénéficiant à 143 400 personnes.

Pour le secteur agricole et sécurité alimentaire, la FAO a soutenu 3 149 ménages agricoles les plus vulnérables (soit près de 15 000 personnes) au niveau des 19 communes les plus touchées pour une période de six mois. L'adoption de l'approche CASH + a permis aux bénéficiaires d'avoir un appui en formation sur les techniques de production et d'intrants composé de 3 149 râtaux, 3 149 pelles, 3 149 houes, 315 pulvérisateurs, 1 050 arrosoirs et 160 litres d'insecticide pour la relance de leurs activités agricoles. Des semences ont été aussi distribuées à ces 3 149 ménages. Le projet a effectué la distribution d'un montant de 15 040 KMF (34 USD) entre juin et juillet 2019 pour 2 513 ménages pour répondre à leurs besoins de base, protéger leurs moyens d'existence et améliorer l'accessibilité en alimentation et la capacité de production pour la contre-saison 2019. Par ailleurs, le PNUD et ses partenaires ont pu nettoyer 600 parcelles endommagées avec l'appui de 700 paysans qui ont bénéficié de la modalité argent contre travail. Ainsi, la sécurité alimentaire de 700 paysans vulnérables a été améliorée et les paysans ont pu reprendre leurs activités. De même, l'appui fournit a permis la réhabilitation d'infrastructures agricoles ; 7 étables, 3 serres d'acclimatation, 1 chambre d'humidité et de 12 km de piste rurale. Ceci a ainsi permis de faciliter l'accès aux marchés, l'approvisionnement en produits de base, l'accès aux services de soins essentiels, et l'acheminement des aides humanitaires dans les zones concernées.

Le PAM, à son tour, a soutenu 25 920 personnes, dont 7 209 filles et 5 664 femmes, avec 497 tonnes métriques (tonnes) d'aliments nutritifs (céréales, légumineuses, huile et sel). Cet appui a permis de couvrir les besoins alimentaires pendant trois mois des personnes les plus vulnérables dans 20 communes de la Grande Comores, Anjouan et Mohéli. En raison du financement limité, le PAM a accordé la priorité aux personnes les plus vulnérables dans les municipalités les plus touchées, dont 64% étaient des femmes.

Pour le secteur abris d'urgence, le PNUD et ses partenaires ont doté 144 kits de réhabilitation complète pour 144 ménages, 1 662 bâches pour 831 ménages ayant des maisons partiellement détruites, et 1 500 kits composés d'articles non alimentaires pour 1 500 familles. Par ailleurs, 139 familles dirigées par des femmes ont pu bénéficier de 3 mois de loyer ayant permis de les héberger pendant 3 mois. De même, l'appui fournit a permis de doter le pays d'une typologie standard pour la réhabilitation des maisons totalement détruites, de former 80 artisans constructeurs sur les techniques de réhabilitation sur la base de la typologie adoptée au niveau national, de développer des outils de sensibilisation sur les techniques de réhabilitation. 3 800 dépliants, un spot télévisé diffusé à la télévision nationale et l'organisation de réunions de sensibilisation dans 13 villages les plus affectées. Les moyens de sensibilisation utilisés ont ainsi permis de sensibiliser 19 372 personnes affectées.

Pour le secteur santé et Nutrition, l'OMS a réalisé la réhabilitation de deux centres de santé, l'équipement des 17 districts de santé en mobiliers de bureau et de matériel informatique, appuyé le déploiement d'un médecin pendant trois mois ; cela a permis d'assurer la continuité des soins gratuits pour personnes affectées. Le projet a aussi permis de fournir des kits de médicaments et matériaux chirurgicaux aux structures de santé touchées par le cyclone. Les capacités de 105 agents et cadres de la santé des trois îles ont été renforcées en matière de surveillance intégrée de la maladie et de la riposte. Ensemble, avec le recrutement de 3 agents de santé pour la surveillance épidémiologique de la communauté et la dotation de moyens de communication à 25 points focaux de la surveillance ; cela a permis d'accroître la capacité de détection, de prévention et de contrôle des maladies épidémiologiques dans près de 85% des structures sanitaires y inclut l'épidémie de rougeole. Le projet a enfin permis de contribuer au renforcement de la mise à jour des données sanitaires avec la mise en place du système Health Resources Availability Mapping System (HeRAMS) aux Comores et la formation de 10 personnes pour assurer le suivi.

L'UNFPA a fourni les prestations gratuites en santé de la reproduction incluant les soins maternels et néonataux en stratégie avancée pour les populations vulnérables dans les 10 districts prioritaires. Ainsi, 3 002 femmes enceintes ont bénéficié des consultations prénatales dont 108 femmes enceintes et ont été orientées vers les hôpitaux de référence pour des urgences obstétricales. Par ailleurs, 12 401 femmes en âge de procréer ont bénéficié de séances de sensibilisation sur la Santé de la reproduction, y compris la Planification Familiale, aussi 1 758 femmes ont reçu des services en Planification Familiale dont 105 nouvelles utilisatrices des méthodes contraceptives et 750 accouchements ont été pris en charge dans les structures ayant bénéficié des kits Santé de reproduction. Concernant les jeunes, 16 696 condoms ont été distribués et 516 IST ont été prise en charge. En ce qui concerne la prévention et la prise en charge des cas de viols, 7 381 personnes ont été sensibilisées sur les questions de violence basées sur le genre en situation humanitaire, et 69 jeunes ont été formés sur la remise à niveau rapide des connaissances par rapport au contexte humanitaire, enfin 250 kits de dignité ont été distribués aux femmes violentées et à risque.

L'UNICEF a distribué dans le cadre de la prévention des cas de paludisme, 2 moustiquaires par ménage à 12 000 ménages dans les zones de priorité 1, et 17 000 MILDs pour couvrir un minimum de 34 000 personnes. Afin de couvrir les urgences maternelles et néonatales, des trousseaux médicaux de base, de kits d'accouchement et du matériel pour la prise en charge des victimes ont été livrés aux 6 établissements de santé endommagés. Par ailleurs, à travers des stratégies avancées qui ont pu être intégrées à la campagne nationale de vitamine A, 20 483 enfants de 6-59 mois ont pu être dépistés pour la malnutrition aigüe. Les enfants dépistés MAS ont tous été pris en charge dans les centres de nutrition (CRENI). Pour assurer la prise en charge des cas de malnutrition aigüe sévère, des produits nutritionnels (F100, F75 et RUTF) ont été positionnés dans 17 CRENI.

Pour le secteur Eau, hygiène et assainissement, l'UNICEF et ses partenaires ont pu garantir un minimum d'accès à l'eau de boisson pour 150 315 personnes dans les zones cibles du projet. Ces efforts combinés avec la sensibilisation sur les maladies hydriques de 830 agents de santé communautaires, réalisée en collaboration avec le secteur santé, et avec la mise à disposition en continu de chlore, ont permis de prévenir la propagation de maladies diarrhéiques, la malnutrition aigüe et les cas des violences auprès des communautés affectées par le cyclone.

Pour le secteur Education, 13 371 manuels scolaires, 1 390 guides du maître, 7 000 kits scolaires (CE/CM), 7 000 cartables, 650 kits enseignants, 175 boîtes scolaires pour les élèves du CP, 30 kits récréatifs pour le pré-primaire et 400 pupitres ont pu être distribués aux écoles affectées par le cyclone.

Pour le secteur logistique, le PAM a renforcé les capacités de coordination logistique des réponses au sein de la Direction Générale de la Sécurité civile (DGSC). En effet, le PAM a fourni un appui technique axé sur le partage des informations, la chaîne d'approvisionnement et les systèmes de gestion de la logistique au sein de la DGSC. Le support technique a cherché à développer et renforcer les compétences et les capacités dans les concepts et processus de logistique et de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Cet appui comprend l'examen et la normalisation des procédures logistiques existantes, l'élaboration des plans de transport et le partage des connaissances sur les interventions d'urgence précédentes. Les activités entreprises comprenaient la réhabilitation de l'entrepôt principal de la DGSC à Moroni et l'achat de deux entrepôts mobiles Wikihall (pour augmenter la capacité de stockage du gouvernement), d'un générateur et d'une tour d'éclairage, mobiliers de bureau et équipement de télécommunications pour la salle de situation de la DGSC. Le PAM a fourni également au personnel logistique de la DGSC un mentorat en cours d'emploi sur la gestion des entrepôts, le transport des denrées alimentaires et le stockage et la manipulation. En outre, le PAM a renforcé les capacités de 60 employés de la DGSC, des entités gouvernementales, des agences des Nations Unies, du CRCO et de la société à travers trois formations axées sur les éléments de base de transport, la gestion de l'entrepôt, le ciblage des destinataires et la gestion du cycle de distribution alimentaire à Ngazidja, Anjouan et Mohéli.

5. PERSONNES AYANT REÇU DE L'ASSISTANCE

Le nombre final de personnes atteintes est de 268 760 personnes. En effet, le calcul du nombre final de bénéficiaires est basé sur la combinaison des bénéficiaires cibles des activités Santé et Wash, toutes les personnes bénéficiaires des autres projets font partie des bénéficiaires de Santé/Wash. Les bénéficiaires Santé pour les personnes > 18 ans et les bénéficiaires Wash pour les personnes < 18 ans couvrent ceux des autres projets.

TABLEAU 4 : NOMBRE DE PERSONNES ASSISTÉES DIRECTEMENT AU FINANCEMENT DU CERF PAR CATÉGORIE ¹		
Catégorie	Nombre de personnes (prévues)	Nombre de personnes (atteint)
Communautés d'accueil	0	n/a
Réfugiés	0	n/a
Retournés	0	n/a
Déplacés internes	19 371	19 760
Autres personnes touchées	257 201	249 000
Total	276 572	268 760

¹ Meilleure estimation du nombre de personnes bénéficiant directement d'un financement du CERF par catégorie.

TABLEAU 5 : NOMBRE DE PERSONNES ASSISTÉES DIRECTEMENT AU FINANCEMENT DU CERF, PAR SEXE ET PAR ÂGE ²					
	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Prévu	74,615	77,085	64,049	60,823	276,572
Atteint	72,508	74,907	62,240	59,105	268,760

² Meilleures estimations du nombre de personnes bénéficiant d'un soutien direct du CERF par sexe et par âge (les totaux des tableaux 4 et 5 devraient être identiques)

TABLEAU 6 : NOMBRE DE PERSONNES ASSISTÉES DIRECTEMENT AU FINANCEMENT DU CERF (PERSONNES HANDICAPÉES) ³					
	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Prévu (Sur le total ciblé)	2 900	2 870	3 695	3 645	13 110
Atteint (Sur le total atteint)	254	240	270	267	1 031

³ Meilleure estimation du nombre de personnes handicapées bénéficiant directement d'un financement du CERF.

TABLEAU 7.a : NOMBRE DE PERSONNES ASSISTÉES DIRECTEMENT AU FINANCEMENT DU CERF PAR SECTEUR (PRÉVU) ⁴					
Par Cluster/Secteur (Prévu)	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Éducation - Éducation	350	350	13 372	13 910	27 982
Abris d'urgence et articles non-alimentaire - Abris et biens non-alimentaires	910	924	483	491	2 808
Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)	6,235	6,424	2,834	3401	18 894
Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	5 533	5 466	7 042	6 959	25 000
Santé - Santé	74 615	77 085	64 049	60 823	276 572

Logistique - Logistique commune	0	0	0	0	0
Nutrition - Nutrition	0	9 250	15 096	14 504	38 850
Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène	37 650	44 636	43 297	44 103	169 686
Protection - Protection	0		632	773	1 405

TABLEAU 7.b : NOMBRE DE PERSONNES ASSISTÉES DIRECTEMENT AU FINANCEMENT DU CERF PAR SECTEUR (ATTEINT)⁴

Par Cluster/Secteur (Atteint)	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Éducation - Éducation	2 040	1 417	12 343	11 858	27 658
Abris d'urgence et articles non-alimentaire - Abris et biens non-alimentaires	910	924	483	491	2 808
Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)	7 026	11 868	n/a	n/a	18 894
Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	5 737	5 669	7 301	7 214	25 921
Santé - Santé	72,508	74,907	62,240	59,105	268,760
Logistique - Logistique commune	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Nutrition - Nutrition	0	0	12 351	12 704	25 055
Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène	32 521	39 354	38 924	39 963	150 762
Protection - Protection			632	773	1 405

⁴ Meilleure estimation du nombre de personnes bénéficiant directement d'un financement du CERF par secteur.

6. VALEUR AJOUTÉE DU FINANCEMENT CERF

a) Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires ?

OUI ☒

EN PARTIE ☐

NON ☐

Le fond CERF a permis de fournir les aides les plus urgentes nécessaires telles que l'eau potable, les services de soins, et le retour dans des maisons réhabilitées des familles dont les maisons étaient partiellement détruites et des ménages à location dans un délai de 6 mois. Concernant les familles dont les maisons sont complètement détruites, la réhabilitation des maisons a pris plus de 6 mois. De même dans le domaine de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, la priorité était de rétablir les voies d'accès (pistes rurales) pour permettre aux paysans et surtout aux intrants agricoles d'être acheminés aux champs de culture.

b) Le CERF a-t-il contribué à apporter une réponse dans les temps pour répondre aux besoins pour lesquels l'élément « temps » est critique ?

OUI ☐

EN PARTIE ☒

NON ☐

La réhabilitation des maisons partiellement détruites avec la distribution des bâches ainsi que l'assistance financière pour le paiement du loyer ont permis un logement rapide des familles. Ce qui n'est pas le cas pour la réhabilitation des maisons complètement détruites. En ce qui concerne la réhabilitation des pistes rurales et le nettoyage des parcelles, les activités sont réalisées à temps. Par contre, la réhabilitation des infrastructures agricoles tel que les étables, les serres et la chambre d'humidité, les travaux ont pris un léger retard à causes des organisations préalables qui ont dû être mises en place, notamment la disponibilité des équipements. Cependant, ce retard a pu être rattrapé et n'a pas affecté la durée de mise en œuvre du projet.

c) Le CERF a-t-il améliorée la coordination au sein de la communauté humanitaire ?

OUI ☒

EN PARTIE ☐

NON ☐

Des réunions de coordination étaient organisées sous le leadership de la Direction Générale de la sécurité civile et avec l'appui de l'équipe déployée de l'UNOCHA. Un plan de réponse multi-sectorielle a été ainsi élaborée qui a servi à la fois d'identifier les activités à soumettre à la requête CERF. De fait, la disponibilité du fonds CERF a permis de renforcer la coordination entre les secteurs, et entre le Gouvernement et le Système des Nations Unies, dans la mesure où toutes les activités inscrites ont été identifiées par les clusters concernés qui ont participé à leur mise en œuvre. De plus, le mécanisme de rapportage régulier exigé par le CERF a renforcé le suivi de toutes les réponses pour permettre aux agences de rapporter sur leurs réalisations.

d) Le CERF a-t-il amélioré la mobilisation de ressources d'autres bailleurs ?

OUI ☒

EN PARTIE ☐

NON ☐

Le fonds CERF a été le premier financement annoncé et débloqué pour répondre aux conséquences humanitaires du cyclone Kenneth. Plusieurs bailleurs comme l'USAID et le Japon ont contacté OCHA pour couvrir les besoins non-couverts par le CERF.

e) Le cas échéant, veuillez expliquer d'autres aspects de la valeur ajoutée de la réponse humanitaire financée par le CERF.

Le fonds CERF une fois activé et approuvé, a permis d'identifier les besoins non-couverts pour les réponses les plus urgentes et a orienté les intentions de financement des autres bailleurs de fonds. Ainsi, la décision de financement de ces bailleurs a été facilité par les besoins multi-sectoriels déjà couverts par le CERF.

7. ENSEIGNEMENTS TIRÉS

TABLEAU 8 : OBSERVATION POUR LE SECRETARIAT DU CERF

Enseignements tirés	Suggestions de suivi / Amélioration
L'exigence de fournir des données exactes et fiables lors de la formulation de la requête CERF nécessite parfois la réalisation d'évaluations complémentaires qui ne sont pas toujours faisables dès les premiers jours suivants la catastrophe	Donner la possibilité aux agences récipiendaires de fournir des analyses supplémentaires lors de l'élaboration du premier rapport intérimaire, une fois les évaluations complémentaires achevées.
Le canevas du rapport final n'était pas disponible durant la phase de mise en œuvre du projet.	Partager le canevas du rapport final le plus tôt possible, idéalement pendant même la phase de mise en œuvre du projet ; cela permettra aux agences de se préparer déjà aux informations clés exigées par le rapport, comme par exemple préparer des films documentaires racontant les bonnes pratiques.

TABLEAU 9 : OBSERVATIONS POUR L'ÉQUIPE DE PAYS

Enseignement tirés	Suggestions de suivi / Amélioration	Entité responsable
Pour la mise en œuvre des activités sur le terrain, notamment la distribution des kits, identification des bénéficiaires, sensibilisation, évaluation, seule la Croissant rouge Comorien (CRCo) dispose des ressources humaines et compétences techniques pour la faire. La majorité des agences ont fait appel à la CRCo pour la mise en œuvre des activités ; cela a entraîné une surcharge de travail du CRCo et ainsi un retard dans la mise en œuvre de certaines activités.	Renforcer les capacités des volontaires communautaires pour être complémentaires avec la CRCo	Direction Générale de la Sécurité Civile Système des Nations Unies
L'enclavement du pays à cause de son insularité entraîne une exiguïté des marchés sur place ; cela a entraîné un retard dans l'acquisition et l'acheminement des intrants humanitaires	Mettre en place un système d'approvisionnement préalablement défini afin d'accélérer l'acquisition et l'acheminement de ces intrants	Système des Nations Unies
L'absence physique au dans le pays, de certaines agences limite la capacité opérationnelle immédiate de ces agences pendant les périodes d'urgence.	L'arrangement adopté en période hors crise (c'est-à-dire pour les actions normales de développement) comme quoi d'autres agences essaient de couvrir les gaps semble être une alternative mais il faut que l'équipe pays (UNCT) se mette d'accord sur ce genre d'arrangement existant en période hors crise pour être adopté en période de crise.	UNCT
L'assistance sous forme monétaire en urgence aux Comores a démontré son efficacité	Le transfert monétaire devrait être inscrite systématiquement dans les réponses multisectorielles et dans la mise à jour du plan de contingence national.	

PARTIE II

8. RAPPORTS DU PROJETS

8.1. Rapport du projet 19-RR-FAO-022 - FAO

1. Information sur le projet			
1. Agence :	FAO	2. Pays :	Comores
3. Groupe sectoriel/ Secteur :	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)	4. Code du projet (CERF) :	19-RR-FAO-022
5. Titre du projet :	Appui à la restauration rapide des moyens de subsistances des ménages en difficultés alimentaires sévères dans les zones		
6.a Date de début de mise en œuvre :	21/05/2019	6.b Date de fin de mise en œuvre :	20/11/2019
6.c Extension sans cout :	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	n/a
6.d Toutes les activités sont-elles achevées ? (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 3)	
7. Financement	a. Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 2 221 000
	b. Montant total du financement reçu par l'agence pour répondre à l'urgence :		US\$ 388 386
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 359 386
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 0
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 0
	Partenaires ONG Internationale		US\$ 0
Partenaires ONG Nationale		US\$ 0	
Croix Rouge/Croissant Rouge		US\$ 0	

2. Résumé des résultats obtenus

Le financement de Réponse Rapide du CERF a permis de soutenir 3 149 ménages agricoles les plus vulnérables (soit près de 15 000 personnes) affectés par le cyclone Kenneth en Union des Comores au niveau des 19 communes les plus touchées du Nord, pour un période de six mois (avril 2019 - novembre 2019) pour la relance agricole et le redressement rapide des moyens de subsistance. L'adoption de l'approche CASH + a permis aux bénéficiaires d'avoir un appui en formation sur les techniques de production et d'intrants composé de 3 149 râteaux, 3 149 pelles, 3 149 houes, 315 pulvérisateurs, 1 050 arrosoirs et 160 litres d'insecticide pour la relance des leurs activités agricoles.

Des semences ont été aussi distribuées à ces 3 149 ménages et étaient composées de 25 000 kg de semences de maïs, 15 750 kg de semences de haricot blanc et 7 326 sachets de semences CUMA (tomate, haricot vert, concombre, petsai et laitue). Le projet a effectué la distribution d'un montant de 7 520 KMF transférables par mois pour juin et juillet 2019 (soit un total de 15 040 KMF) pour les ménages bénéficiaires correspondant à la période de soudure alimentaire pour répondre à leurs besoins de base, protéger leurs moyens d'existence et améliorer l'accessibilité en alimentation et la capacité de production pour la contre-saison 2019. 2 153 ménages ont reçu chacun 15 000 KMF durant deux mois.

3. Modifications

Le projet en soi n'a subi aucune modification. Par contre, les semences qui ont été distribuées n'ont pas été immédiatement semées car il fallait suivre le calendrier cultural et s'assurer de l'arrivée des pluies. Cela a fait qu'au moment de la clôture du projet, les récoltes n'ont pas encore été effectuées.

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	6,235	6,424	2,834	3401	18 894
Total	6,235	6,424	2,834	3401	18 894
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	72	75	40	45	237

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	6,235	6,424	2,834	3401	18 894
Total	6,235	6,424	2,834	3401	18 894
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « atteint » de personnes)	0	0	0	0	0

En cas de divergence importante entre les chiffres correspondant au nombre de personnes planifiées et les chiffres correspondant au nombre de personnes atteintes, ou de divergence par rapport au nombre total ou à la répartition par âge, le sexe ou la catégorie, veuillez en expliquer les raisons :

Il y a eu un malentendu par rapport au nombre de personnes initialement ciblés dans le document de projet, les chiffres indiqués dans le tableau prérempli représentaient les cibles de l'ensemble de la réponse du secteur et pas ceux des cibles e la FAO. La correction a été apportée ans ce rapport.

4.c PERSONNES INDIRECTEMENT VISÉES PAR LE PROJET

n/a

5. Cadre des résultats du projet CERF

Objectif du projet	Restauration rapide de la sécurité alimentaire et de la capacité de production des ménages en difficulté alimentaire sévère suite aux effets du cyclone Kenneth en Union des Comores.
---------------------------	---

Résultat 1	Les activités agricoles des ménages sont relancées et leur sécurité alimentaire est redressée dans le court terme			
Secteur	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 1.1	Quantité de semences et d'outils agricoles acquis par ménages	3 149 ménages ont 42 tonnes de de semences 6297 sachets de CUMA (Cultures Maraichères), petits matériels Agricoles : 6297 houes, 3149 pelles3149 râteaux	3 149 ménages ont reçu 25 000 kg de semences de maïs, 15 750 kg de semences de haricots blanc, 7 326 sachets de CUMA, 3 149 râteaux, 3 149 pelles, 3 149 houes, 315 pulverisateurs, 1 050 arrosoirs et 160 litres d'insecticide	Rapport final, Rapports interimaire et Bon de livraison
Indicateur 1.2	Nombre de ménages bénéficiaires de semences et/ou d'outillages agricoles pour la campagne agricole contre saison 2019	3 149 ménages	3 149 ménages	Rapport final Rapports interimaire et Listes validés des cibles au niveau des Communes
Indicateur 1.3	Nombre d'auxiliaires agricoles formés en itinéraire technique, en protection des cultures, en traitement post récolte et en stockage.	25	24	Rapport de formaton du consultant national FAO Fiche de presence pendant les sessions de fomation.
Indicateur 1.4	Nombres de ménages formés par les auxiliaires agricoles	3 149 ménages	3 049	Rapport d'étape du partenaire 2Mains
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Des événements communaux ou villageois ont été la raison de l'absence des bénéficiaires de certains villages.		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 1.1	Acquérir les semences et les outillages nécessaires pour la relance agricole	FAO		
Activité 1.2	Cibler les ménages bénéficiaires du projet	ONG 2Mains et FAO		
Activité 1.3	Distribuer les semences et les outillages	ONG 2Mains		
Activité 1.4	Former les bénéficiaires cibles en itinéraire technique améliorées et adaptées.	FAO et ONG 2Mains		
Activité 1.5	Encadrer les bénéficiaires durant le cycle cultural	ONG 2Mains		

Résultat 2	2,400 ménages vulnérables ont un accès et une disponibilité amélioré des aliments par le CASH +			
Secteur	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 2.1	Nombre de bénéficiaires du CASH + pour la campagne contre-saison	2 400 ménages	2 153	Rapport de mission du consultant en charge du transfert monétaire. Fiche de distribution du partenaire : La Banque BCD.
Indicateur 2.2	Montant du CASH + distribué	US\$ 81 600	US\$ 73 126	Rapport de mission du consultant en charge du transfert monétaire. Fiche de distribution du partenaire : Banque BCD. Regularisation au niveau ADM
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Le nombre de bénéficiaires prévu pour l'activité du cash était de 2 400 ménages . Toutefois, après le ciblage effectué par le partenaire de mise en œuvre (2Mains), il se trouvait que la liste des bénéficiaires qui était fournie n'avait tenue compte que des critères de vulnérabilités socio-économique. Il a fallu donc reprendre le processus de ciblage en tenant compte des critères de vulnérabilités socio-économiques et agronomiques combinés. Après une revue en collaboration avec les autorités locales, le nombre de bénéficiaires cibles total pour le cash cible par le projet était de 2 298 ménages . 2 153 ménages ont reçu effectivement le cash, comme 168 ménages se sont absentes.		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 2.1	Réaliser une étude de marché pour définir les modalités du CASH +	FAO et ONG 2 MAIN		
Activité 2.2	Elaborer un contrat avec les partenaires pour la mise en œuvre de l'activité CASH +	FAO / Banque de developpement des Comores (BDC)		
Activité 2.3	Opérationnaliser le CASH +	Banque de developpement des Comores (BDC)		

6. Redevabilité à l'égard des populations touchées (AAP)	
6.a Engagement AAP du IASC 2 – Participation et partenariat	
<p>Comment les personnes affectées par la crise (y compris les groupes vulnérables et marginalisés) ont-elles été impliquées dans le développement, l'exécution et le suivi du projet ?</p> <p>Les activités de ciblage ont été réalisées avec l'implication des autorités villageoises au niveau des communes respectives avec la mise en place des comités de ciblage et de plainte villageois. Par ailleurs, des petit groupes de paysans leaders ont été mis en place pour la gestion du materiel agricole commun et l'appui technique pour le conseil aux autres beneficiaires.</p>	
<p>Est-ce que les mécanismes locaux et/ou nationaux ont été utilisés pour engager toutes les composantes des communautés dans la réponse ? Si les mécanismes locaux/nationaux n'ont pas saisi les besoins, les revendications et le leadership des femmes, des filles et des groupes marginalisés, quels mécanismes alternatifs avez-vous utilisés pour les atteindre ?</p> <p>Les autorités locales (mairies) ont été impliquées tout au long du processus de ciblage et de distribution. Ces derniers ont été les garants de la stabilité sociale et l'équité afin d'éviter les conflits et d'éventuels impact social negatif.</p>	
6.b Engagement AAP du IASC 3 – Information, feedback et action	
<p>Comment les populations affectées ont-elles été informées au sujet de votre Organisation, des principes auxquels elle adhère, du comportement attendu de son personnel, et du programme qu'elle prévoit de délivrer ?</p> <p>La FAO a priorisé la communication durant la mise en œuvre. Cette action a été effective à différents niveaux (Administrations nationale, regionale, et communale). Les autorités locales ont été impliquées tant coutumières qu'administratives pour des sessions d'information sur la FAO relative à son mandat, ses principes, de même sur les objectifs et les résultats du projet. Les réunions techniques ont permis de recueillir les informations sur la redevabilité. Cette information sur l'Organisation a été soulignée dans la collaboration avec les partenaires ainsi que pour la continuité de la fluidité des informations auprès de la population des zones ciblées.</p>	
<p>Avez-vous mis en œuvre un mécanisme de plainte (boîte de réclamation, ligne téléphonique gratuite, autre) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux réclamations.</p> <p>Le rapportage des plaintes passe par les autorités communales qui se chargent d'informer les partenaires d'execution et le bureau pays FAO afin de trouver au plus vite les solutions adequates necessaires.</p>	
<p>Avez-vous établi un mécanisme spécifique de rapportage et de prise en compte des plaintes liées aux abus et à l'exploitation sexuelle (SEA) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux plaintes relatives aux SEA ?</p> <p>Les comités de plainte mis en place ont été informés des éventuels aspects liés à l'abus et à l'exploitation sexuelle (SEA). En effet, toute forme de cas observé a fait l'objet d'une plainte au niveau du comité qui va suivre les processus jusqu'aux autorités locales et administratives.</p>	
<p>Autres commentaires (facultatif) :</p> <p>Lors des activités de distribution et de formation, certains villageois refusaient de se déplacer jusqu'aux points de distribution (village voisins) ou lieux de formation, pour éviter tout risque de conflit avec les villages où se situent ces points de distribution. Dans ces cas, la FAO a effectué la distribution dans des points neutres (locaux de la Banque de Développement des Comores) et à faire les formations dans leurs villages respectifs pour ceux qui ont refusait de se déplacer.</p>	

7. Programmation de transferts monétaires					
7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?					
Prévus			Atteints		
Oui, le CTP est un composant			Oui, le CTP est un composant		
7.b Merci de spécifier ci-dessous les paramètres des modalités du PTM utilisées. Si plusieurs modalités sont utilisées dans le cadre du projet, merci de remplir une ligne pour chaque modalité. Merci d'indiquer le montant estimé du transfert pour chaque modalité (ne pas inclure les coûts de transfert associés mais uniquement le montant donné aux personnes assistées).					
Modalité de transfert	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Cluster/Secteur	c. Conditionnalité	d. Restriction
Transfert à usage multiple	US\$ 73 126	Transferts monétaires à usages multiples	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)	Assistance inconditionnelle	Sans restriction
<p>Information supplémentaire (optionnel) :</p> <p>L'approche CASH+ qui a été effectuée au niveau des zones d'intervention du projet a été accompagnée par des formations des producteurs afin de leur permettre la continuité technique de la production. La capacité des bénéficiaires de poursuivre l'adoption des techniques a été renforcée avec le revenu supplémentaire issu de la diversification, le CASH +. L'argent en espèce remis aux bénéficiaires a permis d'appuyer le développement de leurs activités agricoles et d'empêcher la consommation des semences distribuées. A travers l'appui en semences non hybrides, les ménages ont prélevé des semences graines pour pouvoir poursuivre les activités de diversification (maraichage, haricot), aussi le revenu procuré par la vente d'une partie de la récolte leur a permis d'assurer les mains d'œuvre pour la continuité des activités de la diversification.</p> <p>La collaboration avec les partenaires (2 MAIN et la Banque BDC) a facilité la mise en œuvre de l'approche CASH+ aux Comores. Le partenaire technique avec la FAO a assuré le ciblage et la Banque a été responsable du paiement sur le terrain.</p>					

8. Evaluation : Ce projet a-t-il été évalué ou y a-t-il une évaluation en cours ?	
Aucune évaluation n'a été entamée pour le moment car par rapport au calendrier culturale, la période des récoltes n'est pas encore passée. Les paysans bénéficiaires sont en plein cycle de production.	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

8.2. Rapport du projet 19-RR-UDP-006 - UNDP

1. Information sur le projet			
1. Agence :	UNDP	2. Pays :	Comores
3. Groupe sectoriel/ Secteur	Abris d'urgence et articles non-alimentaire - Abris et biens non-alimentaires	4. Code du projet (CERF) :	19-RR-UDP-006
5. Titre du projet :	Appui au retour des personnes déplacées à cause de la destruction de leurs maisons suite au passage du cyclone Kenneth		
6.a Date de début de mise en œuvre :	23/05/2019	6.b Date de fin de mise en œuvre :	22/11/2019
6.c Extension sans cout :	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	n/a
6.d Toutes les activités sont-elles achevées ? (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 3)	
7. Financement	a. Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 3 010 000
	b. Montant total du financement reçu par l'agence pour répondre à l'urgence :		US\$ 436 288
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 436 288
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 53 392
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 0
	Partenaires ONG Internationale		US\$ 0
Partenaires ONG Nationale		US\$ 0	
Croix Rouge/Croissant Rouge		US\$ 53 392	

2. Résumé des résultats obtenus
<p>A travers le fonds CERF sous la fenêtre « réponse rapide », le PNUD et ses partenaires notamment la Direction Générale de la Sécurité Civile, la Direction Nationale de l'Habitat, l'UN HABITAT et le Croissant Rouge Comorien, ont procédé à une évaluation approfondie ayant permis d'identifier les 144 ménages les plus vulnérables qui ont bénéficié de 144 kits de réhabilitation complet et des 831 ménages ayant des maisons partiellement détruites et qui ont bénéficié de 1 662 bâches ; enfin des familles qui ont bénéficié de 1 500 kits composés d'articles non alimentaires. Par ailleurs, grâce à ce projet, 139 familles dirigées par des femmes ont pu bénéficier de 3 mois de loyer ayant permis de les héberger pendant 3 mois après le passage du cyclone. De même, l'appui fournit a permis de doter le pays d'une typologie standard pour la réhabilitation des maisons totalement détruites, de former 80 artisans constructeurs sur les techniques de réhabilitation sur la base de la typologie adoptée au niveau national, de développer des outils de sensibilisation sur les techniques de réhabilitation. 3 800 dépliant, un spot télévisé diffusé à la télévision nationale et l'organisation de réunions de sensibilisation dans 13 villages les plus affectées. Les moyens de sensibilisation utilisés ont ainsi permis de sensibiliser 19 372 personnes affectées.</p>

3. Modifications
n/a

4.a. NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Abris d'urgence et articles non-alimentaire - Abris et biens non-alimentaires				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	910	924	483	491	2 808
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0
Total	910	924	483	491	2 808
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	0	0	0	0	0

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Abris d'urgence et articles non-alimentaire - Abris et biens non-alimentaires				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	910	924	483	491	2 808
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0
Total	910	924	483	491	2 808
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « atteint » de personnes)	0	0	0	0	0

En cas de divergence importante entre les chiffres correspondant au nombre de personnes planifiées et les chiffres correspondant au nombre de personnes atteintes, ou de divergence par rapport au nombre total ou à la répartition par âge, le sexe ou la catégorie, veuillez en expliquer les raisons :

n/a

4.c PERSONNES INDIRECTEMENT VISÉES PAR LE PROJET

Il s'agit des 80 artisans constructeurs qui ont bénéficié de la formation sur les techniques de réhabilitation et des personnes ayant participé aux réunions de sensibilisation et qui ont suivi le spot diffusé à la télévision nationale.

5. Cadre des résultats du projet CERF

Objectif du projet	Reloger les personnes déplacées, très vulnérables, dans des abris qui leur offrent une sécurité et la dignité des membres de la famille
---------------------------	---

Résultat 1	Les maisons partiellement détruites sont réhabilitées temporairement avec des bâches en plastique			
Secteur	Abris d'urgence et articles non-alimentaire - Abris et biens non-alimentaires			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 1.1	Maisons partiellement détruites recouvertes de bâche	1 000	1 000	Rapport Croissant Rouge Comorien
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur				
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 1.1	Acquisition et transport des bâches dans les îles	Croissant Rouge Comorien		
Activité 1.2	Distribution des bâches aux 1,000 familles partiellement affectées	Croissant Rouge Comorien		

Résultat 2	Les familles déplacées les plus vulnérables sont relogées dans des abris réhabilités			
Secteur	Abris d'urgence et articles non-alimentaire - Abris et biens non-alimentaires			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 2.1	Nombre de familles vulnérables identifiées et sensibilisées sur les techniques de réhabilitation des maisons	1 709	3 228	Rapport CRCo antenne locale
Indicateur 2.2	Existence d'une typologie standard pour les maisons réhabilitées	1	1	Rapport atelier de validation de la typologie
Indicateur 2.3	Nombre de formateurs formés	70	80	Rapport atelier de formation
Indicateur 2.4	Nombre de kits de réhabilitation des maisons distribués aux familles les plus vulnérables	144	144	Fiches d'émargement des localités et des bénéficiaires
Indicateur 2.5	Transfert de 19 183 USD pour le paiement des 3 mois de loyer de location	139	139	Fiche d'émargement
Indicateur 2.6	Accord de partenariat signé	1	1	Accord signé
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		La seule variation porte au niveau du nombre de familles vulnérables sensibilisées sur la technique de réhabilitation des maisons, à cause de l'approche de sensibilisation de masse. En effet, la sensibilisation a été faite en organisant des réunions, ce qui a permis de sensibiliser davantage de personnes		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 2.1	Identification des familles vulnérables et sensibilisation sur les bonnes pratiques de réhabilitation	Direction habitat, Direction Générale de la sécurité civile et Croissant Rouge		
Activité 2.2	Adoption d'une typologie de réhabilitation pour les maisons en tôle	Direction Habitat, Croissant Rouge Comorien et UNHABITAT		
Activité 2.3	Formations de formateurs sur la méthodologie de réhabilitation d'urgence adoptée	Croissant Rouge Comorien /FICR		

Activité 2.4	Dotation de kits de de réhabilitation aux familles déplacées	Direction Générale de la Sécurité Civile
Activité 2.5	Subvention en cash aux familles locataires de maisons pour le paiement de 3 mois de loyer	Croissant Rouge Comorien
Activité 2.6	Signature accord de partenariat avec le CRCo et la Direction de l'habitat	Croissant Rouge Comorien

Résultat 3	Les familles déplacées les plus vulnérables sont équipées d'articles non alimentaires.			
Secteur	Abris d'urgence et articles non-alimentaire - Abris et biens non-alimentaires			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 3.1	Nombre de familles déplacées ayant bénéficié des NFI	1 000	1 000	Rapport Croissant Rouge Comorien
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur				
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 3.1	Distribuer des kits NFI du CRCo/CRF	Croissant Rouge Comorien		

6. Redevabilité à l'égard des populations touchées (AAP)

6.a Engagement AAP du IASC 2 – Participation et partenariat

Comment les personnes affectées par la crise (y compris les groupes vulnérables et marginalisés) ont-elles été impliquées dans le développement, l'exécution et le suivi du projet ?

Un guide méthodologique de ciblage des bénéficiaires a été développé et partagé avec les principaux acteurs. Dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du projet, des comités ont été mis en place dans les localités affectées. Ces comités, composés d'un représentant de la commune, d'un représentant des chefs des villages, des représentants des familles affectées, d'un représentant d'une association de femmes, d'un représentant d'une association de jeune et d'un membre du comité local du croissant rouge. Ces comités ont accompagné le processus d'identification et de validation des familles vulnérables sur la base des critères préétablis, ont participé à la validation de la typologie pour la réhabilitation des maisons détruites et ont supervisé le processus de distribution, la répartition des kits ainsi que la réhabilitation des maisons.

Est-ce que les mécanismes locaux et/ou nationaux ont été utilisés pour engager toutes les composantes des communautés dans la réponse ? Si les mécanismes locaux/nationaux n'ont pas saisi les besoins, les revendications et le leadership des femmes, des filles et des groupes marginalisés, quels mécanismes alternatifs avez-vous utilisés pour les atteindre ?

L'identification des familles vulnérables s'est faite conjointement avec les maires des communes et les chefs de village. De même, un guide méthodologique de ciblage des bénéficiaires a été développé et partagé avec les principaux acteurs. Dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du projet, des comités ont été mis en place dans les localités affectées. Ces comités, composés d'un représentant de la commune, d'un représentant du chef des villages, de représentants des familles affectées, d'un représentant d'une association de femmes, d'un représentant d'une association de jeune et d'un membre du comité local du croissant rouge. Ces comités ont accompagné le processus d'identification et de validation des familles vulnérables sur la base des critères préétablis, ont participé à la validation de la typologie pour la réhabilitation des maisons détruites et ont supervisé le processus de distribution, la répartition des kits ainsi que la réhabilitation des maisons.

6.b Engagement AAP du IASC 3 – Information, feedback et action

Comment les populations affectées ont-elles été informées au sujet de votre Organisation, des principes auxquels elle adhère, du comportement attendu de son personnel, et du programme qu'elle prévoit de délivrer ?

Le Système des Nations Unies (SNU) notamment le PNUD est un des principaux partenaires financiers et techniques du pays. Le PNUD accompagne le pays dans son développement durable au travers des initiatives de réduction de la pauvreté, de gestion des risques des catastrophes, d'accès à l'eau, d'adaptation et de conservation de la biodiversité. Dans les zones affectées, le PNUD a appuyé le pays

pour la mise en place du parc national de Mitsamihouli et au travers des initiatives de réduction des risques des catastrophes naturelles. A cet effet, les populations affectées disposent d'informations sur le PNUD, son mandat, ses missions et ses principes.

Avez-vous mis en œuvre un mécanisme de plainte (boîte de réclamation, ligne téléphonique gratuite, autre) ? Décrivez brièvement quelques mesures clés que vous avez prises pour répondre aux réclamations. Oui ☒ Non ☐

Dans le guide de ciblage, il est prévu la création d'un comité de plainte composé des membres du comité des bénéficiaires, un(e) élu(e) de la localité, un conseiller du chef village et un représentant du comité local CRCO. Ce comité a collecté toutes les plaintes, a procédé aux traitements des plaintes et à une réponse transparente et proportionnelle à la plainte.

Avez-vous établi un mécanisme spécifique de rapportage et de prise en compte des plaintes liées aux abus et à l'exploitation sexuelle (SEA) ? Décrivez brièvement quelques mesures clés que vous avez prises pour répondre aux plaintes relatives aux SEA ? Oui ☐ Non ☒

n/a

Autres commentaires (facultatif) :

n/a

7. Programmation de transferts monétaires

7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus	Atteints
Oui, CBI est une composante du projet CERF	Oui, le CTP est un composant

7.b Merci de spécifier ci-dessous les paramètres des modalités du PTM utilisées. Si plusieurs modalités sont utilisées dans le cadre du projet, merci de remplir une ligne pour chaque modalité. Merci d'indiquer le montant estimé du transfert pour chaque modalité (ne pas inclure les coûts de transfert associés mais uniquement le montant donné aux personnes assistées).

Modalité de transfert	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Cluster/Secteur	c. Conditionnalité	d. Restriction
Subventions monétaires en soutien au loyer	US\$ 19 182	Spécifique à un secteur	Abris d'urgence et articles non-alimentaires - Abris et biens non-alimentaires	Assistance inconditionnelle	Sans restriction

Information supplémentaire (optionnel) :

L'objectif du cash transfert est d'assister certains ménages à payer leurs loyers pour 3 mois après la destruction des maisons qu'ils avaient loué. Le PNUD a alors transféré les fonds au Croissant Rouge Comorien qui a procédé au transfert du cash auprès des bénéficiaires.

8. Evaluation : Ce projet a-t-il été évalué ou y a-t-il une évaluation en cours ?

Une évaluation interne est prévue au courant du 2eme trimestre 2020.

ÉVALUATION EFFECTUEE ☐

EVALUATION EN COURS ☐

AUCUNE EVALUATION PREVUE ☒

8.3. Rapport du projet 19-RR-UDP-007 – UNDP

1. Information sur le projet			
1. Agence :	UNDP	2. Pays :	Comores
3. Groupe sectoriel/ Secteur	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)	4. Code du projet (CERF) :	19-RR-UDP-007
5. Titre du projet :	Restauration des moyens de subsistance et facilitation de l'accès humanitaire par des petites réhabilitations d'urgence des pistes rurales et des infrastructures agricoles à travers le transfert monétaire (argent contre travail)		
6.a Date de début de mise en œuvre :	23/05/2019	6.b Date de fin de mise en œuvre :	22/11/2019
6.c Extension sans cout :	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	n/a
6.d Toutes les activités sont-elles achevées ? (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 3)	
7. Financement	a. Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 650 000
	b. Montant total du financement reçu par l'agence pour répondre à l'urgence :		US\$ 200 001
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 200 001
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution		US\$ 162 862
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 162 862
	Partenaires ONG Internationale		US\$ 0
Partenaires ONG Nationale		US\$ 0	
Croix Rouge/Croissant Rouge		US\$ 0	

2. Résumé des résultats obtenus

Grâce au financement CERF sous la fenêtre « réponse rapide », le PNUD et ses partenaires ont pu nettoyer 600 parcelles endommagées avec l'appui de 700 paysans qui ont bénéficié de la modalité « argent contre travail ». Ainsi, avec cette modalité, la sécurité alimentaire de 700 paysans vulnérables a été améliorée et les paysans ont pu reprendre leurs activités. De même, l'appui fourni a permis la réhabilitation d'infrastructures agricoles, 7 étables, 3 serres d'acclimatation, 1 chambre d'humidité et de 12 km de piste rurale. Ceci a ainsi permis de faciliter l'accès aux marchés, l'approvisionnement en produits de base, l'accès aux services de soins essentiels, et l'acheminement des aides humanitaires dans les zones concernées.

3. Modifications

Aucune modification n'a été signalée.

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)					
Cluster/Secteur	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	500	670	0	0	1 170
Total	500	670	0	0	1 170
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	42	30	0	0	72

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)					
Cluster/Secteur	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	500	670	0	0	1 170
Total	500	670	0	0	1 170
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « atteint » de personnes)	42	30	0	0	72

En cas de divergence importante entre les chiffres correspondant au nombre de personnes planifiées et les chiffres correspondant au nombre de personnes atteintes, ou de divergence par rapport au nombre total ou à la répartition par âge, le sexe ou la catégorie, veuillez en expliquer les raisons :	n/a
---	-----

4.c PERSONNES INDIRECTEMENT VISÉES PAR LE PROJET
n/a

5. Cadre des résultats du projet CERF

Objectif du projet	Améliorer la sécurité alimentaire et l'accès des producteurs aux marchés, aux services de base et l'accès à la réponse humanitaire dans les zones ciblées
---------------------------	---

Résultat 1	Les conditions d'accessibilité pour faciliter l'accès aux marchés, l'approvisionnement en produits de base, l'accès aux services de soins essentiels, et l'acheminement des aides humanitaires sont améliorées			
Secteur	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 1.1	Nombre de kilomètres de pistes rurales à réhabiliter identifiés	5 km	5 km	Rapport du Centres Ruraux de Développement Economique (CRDE)
Indicateur 1.2	Nombre de kilomètres de pistes rurales réhabilitées	5 km	5 km	Rapport CRDE
Indicateur 1.3	Nombre d'infrastructures agricoles réhabilitées (étables, serres d'acclimatation, chambre d'humidité)	7 étables, 3 serres d'acclimations, 1 chambre d'humidité	7 étables, 3 serres d'acclimations, 1 chambre d'humidité	Rapport CRDE
Indicateur 1.4	Nombre de parcelles restaurées	600	600	Rapport CRDE
Indicateur 1.5	Date d'achèvement des travaux de réhabilitation des routes	Un mois après le début du projet	1 mois après la reception des fonds	Rapport CRDE
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Aucune variation observée		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 1.1	Identification des points et parties à réhabiliter sur les pistes rurales de Diboini-Bandasamlini (7km), et Bonovo-Madunya (5km)	Direction des travaux publiques et CRDE		
Activité 1.2	Encadrer techniquement et assurer le suivi des travaux de réhabilitation des pistes rurales de Diboini-Bandasamlini (7km), et Bonovo-Madunya (5km)	Direction des travaux publiques et CRDE		
Activité 1.3	Encadrer techniquement et assurer le suivi des travaux de réhabilitation des infrastructures agricoles (étables, serres et poulaillers)	CRDE, l'association des aviculteurs (Moinankouhou), et la coopérative des éleveurs		
Activité 1.4	Dégager les arbres abattus et les cultures détruites sur les parcelles endommagées	CRDE		

Résultat 2	La sécurité alimentaire des ménages vulnérables est améliorée par la création de revenus temporaires à travers la modalité « Argent Contre Travail »			
Secteur	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 2.1	Nombre des paysans bénéficiaires des travaux « Argent Contre Travail »	700	700	Listes d'émargement des bénéficiaires
Indicateur 2.2	Montant total distribué dans le cadre du ACT	US\$ 163 240	US\$ 162 863	Accord signé entre le PNUD et le CRDE
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		La différence de 377.25 est dû à la fluctuation du taux d'échange, étant donné que le transfert est effectué en franc Comorien		

Activités	Description	Mise en oeuvre par
Activité 2.1	Identifier et définir les activités nécessitant la modalité « argent contre travail », en rapport avec la réhabilitation des pistes rurales, des 7 étables, 3 serres, 1 chambre d'humidité, et 600 parcelles	Centres Ruraux de Développement économique (CRDE)
Activité 2.2	Mettre en place les groupes de bénéficiaires dans les zones et sur les chantiers prioritaires retenus	Centres Ruraux de Développement économique (CRDE)
Activité 2.3	Coordonner la réalisation des activités « argent contre travail ».	Centres Ruraux au Développement Economique, la coopérative des éleveurs

6. Redevabilité à l'égard des populations touchées (AAP)

6.a Engagement AAP du IASC 2 – Participation et partenariat

Comment les personnes affectées par la crise (y compris les groupes vulnérables et marginalisés) ont-elles été impliquées dans le développement, l'exécution et le suivi du projet ?

Après l'évaluation effectuée par le secteur, les Centres Ruraux de Développement Economique (CRDE) ont procédé à l'identification des personnes affectées par le cyclone dans chaque

Zone ; et ces personnes ont été impliquées dans le processus de réhabilitation des pistes rurales et de nettoyage des parcelles. En effet, les bénéficiaires ont procédé au nettoyage des parcelles avec les moyens que les CRDE leur ont attribué et ont entamé la réhabilitation des pistes rurales dans le cadre de la modalité argent contre travail.

Est-ce que les mécanismes locaux et/ou nationaux ont été utilisés pour engager toutes les composantes des communautés dans la réponse ? Si les mécanismes locaux/nationaux n'ont pas saisi les besoins, les revendications et le leadership des femmes, des filles et des groupes marginalisés, quels mécanismes alternatifs avez-vous utilisés pour les atteindre ?

Les comités de pilotage des CRDE, regroupant les partenaires et des représentants, ont supervisé la mise en œuvre des activités du projet. Pour l'identification des bénéficiaires, les critères suivants ont été considérés :

- une femme comme chefs de ménages,
- un chef de ménage handicapé ou dans l'incapacité de travailler
- des enfants en bas âges,
- pas de sources de revenus stables pour faire face aux chocs n'ayant pas d'actifs conséquents (bétail, ...)

6.b Engagement AAP du IASC 3 – Information, feedback et action

Comment les populations affectées ont-elles été informées au sujet de votre Organisation, des principes auxquels elle adhère, du comportement attendu de son personnel, et du programme qu'elle prévoit de délivrer ?

Le Système des Nations Unies (SNU) notamment le PNUD est un des principaux partenaires financiers et techniques du pays. Le PNUD accompagne le pays dans son développement durable au travers des initiatives de réduction de la pauvreté, de gestion des risques des catastrophes, d'accès à l'eau, d'adaptation et de conservation de la biodiversité. Dans les zones affectées, le PNUD a appuyé le pays pour la mise en place du parc national de Mitsamihouli et au travers des initiatives de réduction des risques des catastrophe naturelles. A cet effet, les populations affectées disposent d'informations sur le PNUD, son mandat, ses missions et ses principes.

Avez-vous mis en œuvre un mécanisme de plainte (boîte de réclamation, ligne téléphonique gratuite, autre) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux réclamations. Oui ☒ Non ☐

Les CRDE avec leurs techniciens ont mis en place une ligne téléphonique directe pour réclamation ou revendication ; en outre, le personnel du CRDE a pour obligation de suivre l'évolution de chaque parcelle restaurée.

Avez-vous établi un mécanisme spécifique de rapportage et de prise en compte des plaintes liées aux abus et à l'exploitation sexuelle (SEA) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux plaintes relatives aux SEA ? Oui ☐ Non ☒

n/a

Autres commentaires (facultatif) :

n/a

7. Programmation de transferts monétaires

7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus

Atteints

Oui, CBI est une composante du projet CERF

Oui, le CTP est un composant

7.b Merci de spécifier ci-dessous les paramètres des modalités du PTM utilisées. Si plusieurs modalités sont utilisées dans le cadre du projet, merci de remplir une ligne pour chaque modalité. Merci d'indiquer le montant estimé du transfert pour chaque modalité (ne pas inclure les coûts de transfert associés mais uniquement le montant donné aux personnes assistées).

Modalité de transfert	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Cluster/Secteur	c. Conditionnalité	d. Restriction
Argent contre travail	US\$ 162 863	Transferts monétaires à usages multiples	Sécurité alimentaire - Agriculture (y compris l'élevage, la pêche et autres moyens d'existence agricoles)	Assistance conditionnelle	Sans restriction

Information supplémentaire (optionnel) :

Le transfert de monnaie a été effectué au travers le principe "argent contre travail" dans l'exécution des travaux de réhabilitation des pistes rurales à raison de 2 000 kmf (5USD) par journée de travail ; les paysans ont travaillé 4 heures par jour. Le PNUD a effectué le transfert de fonds dans le compte du CRDE qui s'est chargé de remettre directement le cash aux bénéficiaires. Les bénéficiaires munies de leurs pièces d'identité se présentaient au CRDE pour bénéficier du cash en signant des fiches d'émargement.

8. Evaluation : Ce projet a-t-il été évalué ou y a-t-il une évaluation en cours ?

Une évaluation interne est prévue au courant du 2ème trimestre 2020.

ÉVALUATION EFFECTUÉE ☐

EVALUATION EN COURS ☐

AUCUNE EVALUATION PREVUE ☒

8.4. Rapport du projet 19-RR-FPA-031 - UNFPA

1. Information sur le projet			
1. Agence :	UNFPA	2. Pays :	Comores
3. Groupe sectoriel/ Secteur	Santé - Santé	4. Code du projet (CERF) :	19-RR-FPA-031
5. Titre du projet :	Réponse sanitaire d'urgence aux risques d'excès de morbidité et de mortalité maternelle et néonatale suite au cyclone Kenneth dans 8 préfectures touchées et prioritaires dans la Grande Comores et Mohéli		
6.a Date de début de mise en œuvre :	16/05/2019	6.b Date de fin de mise en œuvre :	15/11/2019
6.c Extension sans cout :	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	N/A
6.d Toutes les activités sont-elles achevées ? (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 3)	
7. Financement	a. Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 1 328 400
	b. Montant total du financement reçu par l'agence pour répondre à l'urgence :		US\$ 252 508
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 242 508
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 13 032
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 0
Partenaires ONG Internationale		US\$ 0	
Partenaires ONG Nationale : Association Comorienne pour le Bien Etre de la Famille		US\$ 13 032	
Croix Rouge/Croissant Rouge		US\$ 0	

2. Résumé des résultats obtenus
<p>Le projet financé par la fenêtre « Réponse Rapide » du CERF a permis l'organisation des prestations gratuites en santé de la reproduction incluant les soins maternels et néonataux en stratégie avancée pour les populations vulnérables dans les 10 districts prioritaires. Ainsi, 3 002 femmes enceintes ont bénéficié des consultations prénatales dont 108 femmes enceintes ont été orientées vers les hôpitaux de référence pour des urgences obstétricales. Par ailleurs, 12 401 femmes en âge de procréer ont bénéficié de séances de sensibilisation sur la Santé de la reproduction, y compris la Planification Familiale, aussi 1 758 femmes ont reçu des services en Planification Familiale dont 105 nouvelles utilisatrices des méthodes contraceptives et 750 accouchements ont été pris en charge dans les structures ayant bénéficié les kits Santé de reproduction. Concernant les jeunes, 16 696 condoms ont été distribués et 516 IST ont été prise en charge.</p> <p>En ce qui concerne la prévention et la prise en charge des cas de viols, 7 381 personnes ont été sensibilisées sur les questions de violence basées sur le genre en situation humanitaire, et 69 jeunes ont été formés sur la remise à niveau rapide des connaissances par rapport au contexte humanitaire, enfin 250 kits de dignité ont été distribués aux femmes violentées et à risque.</p> <p>Au total, 74 994 personnes ont été touchées par l'ensemble de ces activités, c'est-à-dire la sensibilisation au niveau communautaire, les consultations prénatales en stratégies avancées et fixes, la prise en charge des IST et les références des femmes enceintes.</p>

3. Modifications
<p>Dans la mise en œuvre du projet, il a été procédé à une reprogrammation des activités et un réaménagement budgétaire afin de renforcer les services en faveur de la population affectée. Pour ce faire, une extension des stratégies avancées pour orienter et sensibiliser les femmes et les hommes dans les zones prioritaires qui n'étaient pas couvert lors du premier passage était nécessaire pour l'île de Mohéli notamment dans les districts de Wanani et Nioumachioi.</p>

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Santé - Santé				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	5 000	70 000	15 000	35 000	125 000
Total	5 000	70 000	15 000	35 000	125 000
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	0	0	0	0	0

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Santé - Santé				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	18 921	40 397	10 271	5 405	74 994
Total	18 921	40 397	10 271	5 405	74 994
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « atteint » de personnes)	0	0	0	0	0

En cas de divergence importante entre les chiffres correspondant au nombre de personnes planifiées et les chiffres correspondant au nombre de personnes atteintes, ou de divergence par rapport au nombre total ou à la répartition par âge, le sexe ou la catégorie, veuillez en expliquer les raisons :

D'une manière globale, le projet a enregistré des résultats satisfaisants. Ainsi, la proportion des Hommes (≥18) a été largement dépassée, ceci est imputable sur l'implication effective des hommes et des chefs des localités dans la réponse. Contrairement aux filles et garçons, les poids socio-culturelles et l'absence de services adaptés n'ont pas facilité l'atteinte des objectifs, seuls les deux centres jeune de l'ASCOBEF de Moroni et Mohéli avaient continué à offrir des services pour la prévention des grossesses non désirées et la planification familiale. Concernant les femmes, les kits SR distribués dans les formations sanitaires des zones touchées sont toujours distribués aux femmes enceintes ; cela a facilité la prise en charge des accouchements et des césariennes.

4.c PERSONNES INDIRECTEMENT VISÉES PAR LE PROJET

Les prestataires de services ont bénéficié d'un renforcement de capacités afin d'améliorer la qualité d'offre des services de santé de la reproduction.

5. Cadre des résultats du projet CERF

Objectif du projet		Assurer l'accès aux soins gratuits et de qualité en santé de la reproduction des populations affectées par l'impact du cyclone Kenneth dans les 15 districts classés prioritaires.		
Résultat 1	Huit préfectures prioritaires, 29 formations sanitaires ainsi que 7 équipes de stratégies avancées offrent des soins obstétricaux d'urgence de qualité et gratuit selon leur plateau technique, grâce à la dotation en kits SR d'urgence accompagnée d'une formation rapide des prestataires de santé à leur utilisation et gestion et l'orientation de la population vers les services offerts.			
Secteur	Santé - Santé			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 1.1	Nombre des formations sanitaires ayant reçu des kits SR selon le plateau technique (hôpital avec laparo-césarienne, Centre de santé de référence de district sans plateau chirurgical, et centre de santé primaire)	29	24	Plan de distribution Bons de réceptions
Indicateur1.2	Nombre des prestataires de services bénéficiant d'une remise à niveau rapidement sur l'utilisation et la gestion des Kits SR d'urgences dotés (stratégies fixe et avancée)	65	50	Rapport de formation (liste de présence)
Indicateur 1.3	Nombre de prestation d'offre de service de soins obstétricaux d'urgence en stratégie avancée	36	80	Listes de présence dans les sites d'organisation des stratégies avancées
Indicateur 1.4	Nombre de formations sanitaires incluant les hôpitaux offrant des soins obstétricaux et néonataux d'urgence de qualité et gratuits dans les zones ciblées	43	43	Rapport de supervision
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		La mise à disposition des équipes mobiles, dont les sages-femmes, dans les zones touchées par le cyclone a permis une amélioration significative de la fréquentation des services de consultation prénatale et d'accouchement, sauf dans certains postes de santé où il n'y a pas de personnel qualifié. Dans ces centres, le projet n'a pas doté de Kit SR pour la prise en charge des accouchements. Les prestataires de service des formations sanitaires fonctionnelles ont reçu une remise à niveau sur l'utilisation des kits et leur gestion, ainsi la moyenne des accouchements est passée de 50 accouchements par mois avant le cyclone à 250 accouchements par mois durant les trois de mise en œuvre. Enfin, les services de référence disposent des équipements nécessaires pour la prise en charge des urgence obstétricales.		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 1.1	Acheter au niveau international (PSB) des kits de santé reproductive d'urgence	UNFPA		
Activité 1.2	Acheminer les kits jusqu'aux formations sanitaires	UNFPA		
Activité 1.3	Remettre rapidement à niveau 65 prestataires de santé issus des 29 formations sanitaires ciblées et 14 des prestataires de santé des équipes pour la stratégie avancée sur l'utilisation et la gestion des kits de santé reproductive d'urgence dotés	UNFPA, Ministère de la santé		

Activité 1.4	Offrir des prestations de services de santé gratuits et de qualité en stratégie fixe (suivant politique de recouvrement des coûts du système sanitaire, les gardes de nuits et de weekend sont payés) (pour les interventions obstétricaux et néonataux d'urgence)	Ministère de la santé
Activité 1.5	Organiser des prestations gratuites et de qualité de service de santé de la reproduction incluant les soins maternels et néonataux en stratégie avancée pour les populations vulnérables dans les 8 préfectures prioritaires pour une période de 3 mois	UNFPA, Ministère de la santé
Activité 1.6	Orienter les populations vulnérables vers les services de santé de la reproduction de qualité offert gratuitement au niveau des formations sanitaires et la prise en charge psychosociale au niveau des centres d'écoute dans les 8 préfectures en priorité 1 affectées classées prioritaires à travers les réseaux des jeunes et les réseaux des femmes pour la prévention des grossesses précoces et non désirées et des IST/VIH en situation humanitaire	Association Comorienne pour le Bien Etre de la Famille affiliée à l'IPPF
Activité 1.7	Recruter un coordonnateur DMU (Dispositif Minimum D'urgence en appui à la mise en œuvre du projet)	UNFPA
Activité 1.8	Faire le suivi et la supervision des activités (DSA et frais de déplacement, production des fiches de suivi et de supervision, documentation)	UNFPA, Ministère de la santé
Activité 1.9	Contribuer à la coordination du projet en intersectoriel avec les autres membres du cluster santé (visite conjointe sur terrain, évaluations rapides, évaluations approfondies)	UNFPA
Activité 1.10	Recruter un Data manager pour la collecte, l'analyse et le partage des données relatives à la SR et aux VBG en situation humanitaire	UNFPA
Activité 1.11	Collecter, analyser et diffuser des données sur la situation de la santé maternelle et néonatale et VBG en situation humanitaire (élaboration des fiches de collecte pour les stratégies avancées et fixes) documentation)	UNFPA, Ministère de la Santé

Résultat 2	Les violences basées sur le genre sont évitées et/ou bénéficient de prise en charge psychosocial et de fourniture de kits de dignité pour 250 femmes et filles			
Secteur	Santé - Santé			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 2.1	Nombre des femmes et filles ayant bénéficié de kits de dignité	250 (125 femmes 125 filles)	250 (125 femmes et 125 filles)	Rapport final du Data Manager
Indicateur 2.2	Nombre d'institutions impliquées dans la réponse humanitaire à la suite des impacts du Kenet qui sont sensibilisées sur la prévention des VBG	20	22	PV des réunions de coordination à la Direction de la sécurité civile
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Pour la prévention et la prise en charge de la violence basée sur le genre, des activités d'orientation et de sensibilisation ont été réalisées dans les villages/villes des zones touchées par le cyclone afin d'orienter les femmes/hommes victime de viol à se diriger vers les centres de prise en charge. Ainsi, des pairs éducateurs et des femmes ont reçu une remise à		

		niveau sur la prévention de la violence basée sur le genre. Les kits de dignité ont été remis aux femmes victimes de viol ou celles suivies pour viol dans les deux centres d'écoute. Les comités impliqués dans la distribution de nourriture et des matériaux de construction ont été briefés sur les notions de prévention des abus sexuels, en conséquence, les comités ont respecté la notion du Genre. Au cours des trois mois de mise en œuvre, les deux centres d'écoute n'ont pas enregistré de cas de viol et 7 381 personnes ont été sensibilisées sur la prévention de la violence basée sur le genre.
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Fournir 250 kits de dignité nécessaire aux femmes et aux filles à risque de violence sexuelle et basée sur le genre (125 kits femmes et 125 kits filles)	Association Comorienne pour le Bien Etre de la Famille affiliée à l'IPPF, UNFPA
Activité 2.2	Acheminer vers les centres d'écoute et de prise en charge des VBG et distribuer les kits de dignité pour les femmes et les filles à risque de violence sexuelle basée sur le genre (centre d'écoute et de prise en charge des VBG de 1 Mohéli, et 2 Grande Comore)	Association Comorienne pour le Bien Etre de la Famille affiliée à l'IPPF, UNFPA
Activité 2.3	Mener des activités de sensibilisation pour la prévention des violences basées sur le genre auprès des communautés cibles et des acteurs humanitaires	Association Comorienne pour le Bien Etre de la Famille affiliée à l'IPPF,
Activité 2.4	Activer la plateforme nationale des VBG pour assurer la coordination entre les secteurs et la référence des cas des VBG (réunions avec la partie nationale tous les 15 jours, activités de plaidoyer auprès des dirigeants et des responsables dans la réponse humanitaire pour une prévention aux VBG dans la réponse humanitaire, sensibilisation du réseau des journalistes en population sur la prévention des VBG en situation humanitaire)	Association Comorienne pour le Bien Etre de la Famille affiliée à l'IPPF

6. Redevabilité à l'égard des populations touchées (AAP)

6.a Engagement AAP du IASC 2 – Participation et partenariat

Comment les personnes affectées par la crise (y compris les groupes vulnérables et marginalisés) ont-elles été impliquées dans le développement, l'exécution et le suivi du projet ?

Les populations affectées ont été impliquées pendant le développement du projet. Premièrement, l'équipe technique du bureau a tenu des réunions de réflexion avec les médecins chef des districts touchés, les sages-femmes des postes de santé, les chefs de village et les agents de santé communautaire pour mieux orienter le projet. Deuxièmement, dans la mise en œuvre du projet, la population affectée à travers les agents de santé communautaire, a assuré la préparation des lieux et la mobilisation des femmes et des jeunes à venir assister aux séances de sensibilisation et d'offre de soins. Troisièmement, dans le domaine de la violence basée sur le Genre, les associations des jeunes et les groupements des femmes dans les zones touchées ont participé à l'identification des victimes de violence et ils ont procédé à la distribution des kits de dignité. Au préalable, les deux groupes d'association (jeunes et femmes) ont réalisé des séances d'orientation et de sensibilisation dans le cadre de la lutte contre les VBG.

Est-ce que les mécanismes locaux et/ou nationaux ont été utilisés pour engager toutes les composantes des communautés dans la réponse ? Si les mécanismes locaux/nationaux n'ont pas saisi les besoins, les revendications et le leadership des femmes, des filles et des groupes marginalisés, quels mécanismes alternatifs avez-vous utilisés pour les atteindre ?

Pour engager la communauté dans la réponse, nous avons utilisé les mécanismes existants à savoir le réseau d'agent de santé communautaire, les comités locaux de gestion des risques et catastrophe mise en place par le Ministère de la santé, dont la composition respecte l'aspect genre. Par ailleurs, pour la prévention de la violence sur le genre, les associations féminines et la plateforme de lutte contre la violence basée sur le genre ont été utilisées pour faciliter la mise en œuvre du projet et pour faciliter le ciblage des femmes et des filles vulnérables.

6.b Engagement AAP du IASC 3 – Information, feedback et action

Comment les populations affectées ont-elles été informées au sujet de votre Organisation, des principes auxquels elle adhère, du comportement attendu de son personnel, et du programme qu'elle prévoit de délivrer ?

Une réunion a été organisée avec les médecins chefs des districts sanitaires et les directeurs des hôpitaux pour informer la population de l'appui que notre organisation apporte dans le cadre de la réponse. Il faut noter que les représentants de la population affectée assistent aux réunions de coordination organisées par la Direction de la sécurité civile et chaque agence partage les informations concernant son assistance. Les équipes mobiles de sages-femmes, dans le cadre de la préparation des sites d'intervention des services offerts, ont aussi organisé des rencontres avec les chefs des villages pour expliquer l'intérêt des interventions offertes.

Avez-vous mis en œuvre un mécanisme de plainte (boîte de réclamation, ligne téléphonique gratuite, autre) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux réclamations. Oui ☒ Non ☐

Pour l'offre de services de planification familiale, les équipes mobile de sages-femmes ont laissé leurs numéros de téléphone aux clientes afin de répondre en cas de besoins toutes eventuelles reclamations ou plaintes.

Avez-vous établi un mécanisme spécifique de rapportage et de prise en compte des plaintes liées aux abus et à l'exploitation sexuelle (SEA) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux plaintes relatives aux SEA. Oui ☒ Non ☐

Les numéros verts des centres d'écoute gérés par l'Association Comorienne pour le Bien Être de la Famille ont été diffusés et utilisés pour toutes plaintes liées aux SEA. Les comités de logistique ont été informés sur la nécessité de prévenir les abus et l'exploitation sexuelle et de diriger toutes les plaintes vers la Direction de la Sécurité civile.

Autres commentaires (facultatif) :

n/a

7. Programmation de transferts monétaires

Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus	Atteints
Non	Non

8. Evaluation : Ce projet a-t-il été évalué ou y a-t-il une évaluation en cours ?

Aucune évaluation n'est prévue dans ce cadre ; toutefois une évaluation finale de la mise en œuvre est rédigée par le data Manager.

ÉVALUATION EFFECTUEE ☐

EVALUATION EN COURS ☐

AUCUNE EVALUATION PREVUE ☒

8.5. Rapport du projet 19-RR-CEF-073 - UNICEF

1. Information sur le projet			
1. Agence :	UNICEF	2. Pays :	Comores
3. Groupe sectoriel/ Secteur	Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène Éducation - Éducation Santé - Santé	4. Code du projet (CERF) :	19-RR-CEF-073
5. Titre du projet :	Première assistance aux populations les plus affectées par le cyclone Kenneth en Union des Comores pour les secteurs EHA, Education/Protection et Santé/Nutrition.		
6.a Date de début de mise en œuvre :	27/04/2019	6.b Date de fin de mise en œuvre :	26/10/2019
6.c Extension sans cout :	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	n/a
6.d Toutes les activités sont-elles achevées ? (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 3)	
7. Financement	a. Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 4 864 400
	b. Montant total du financement reçu par l'agence pour répondre à l'urgence :		US\$ 2 095 500
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 983 500
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 379 540
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 360 230
Partenaires ONG Internationale		US\$ 0	
Partenaires ONG Nationale		US\$ 14 023	
Croix Rouge/Croissant Rouge		US\$ 5 287	

2. Résumé des résultats obtenus
<p>Grâce à cette subvention de la fenêtre de financement « Réponse Rapide » du CERF, UNICEF et ses partenaires ont pu garantir un minimum d'accès à l'eau de boisson pour 150,762 personnes dans les zones cibles du projet. Ces efforts combinés avec la sensibilisation sur les maladies hydriques de 830 agents de santé communautaires, réalisée en collaboration avec le secteur santé, et avec la mise à disposition en continu de chlore, ont permis de prévenir la propagation de maladies diarrhéiques, la malnutrition aigüe et les cas des violences auprès des communautés affectées par le cyclone. Pour prévenir les cas de paludisme, 2 moustiquaires par ménage ont été distribués à 12 000 ménages dans les zones de priorité 1, et 17 000 Moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée (MILDs) ont été distribués pour couvrir un minimum de 34 000 personnes. Afin de couvrir les urgences maternelles et néonatales, des troussees médicales de base, de kits d'accouchement et du matériel pour la prise en charge des victimes ont été livrés aux 6 établissements de santé endommagés.</p> <p>A travers des stratégies avancées qui ont pu être intégrées à la campagne national de vitame A, 20 483 enfants de 6-59 mois ont pu être dépistés pour la malnutrition aigue. Les enfants depistés MAS ont tous été pris en charge dans les centres de nutrition (CRENI). Pour assurer la prise en charge des cas de malnutrition aigüe sévère, des produits nutritionnels (F100, F75 et RUTF) ont été positionnés dans 17 CRENI.</p> <p>De plus, 13 371 manuels scolaires, 1 390 guides du maitre, 7 000 kits scolaires (CE/CM), 7 000 cartables, 650 kits enseignants, 175 boîtes scolaires pour les élèves du CP, 30 kits récréatifs pour le pré-primaire et 400 pupitres ont pu être distribués aux élèves affectés par le cyclone.</p>

Finalement, dans le cadre de la réponse en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement, 3 011 ménages ayant perdu leur habitation ont pu bénéficier d'une assistance monétaire qui leur a permis d'acquérir des commodités essentielles pour le maintien de conditions minimales d'hygiène.

3. Modifications

Les activités WASH ont subi quelques modifications avec l'évolution de la situation et la capacité des partenaires. Au niveau des partenaires, plusieurs activités planifiées avec le Croissant Rouge ont dû être réalisées avec d'autres partenaires suite à la surcharge du Croissant Rouge qui était le partenaire de mise en œuvre pour de nombreux secteurs (WASH, sécurité alimentaire, NFI/abris). Les détails de ces modifications sont décrits dans la partie suivante.

Les difficultés de collaboration entre les secteurs Education et Protection regroupés dans un groupe d'urgence unique ont induit quelques retards dans la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités des enseignants et du personnel éducatif dû à l'absence d'accord sur les modalités de mise en œuvre avec le Ministère de l'Education. Ces retards dans la mise en œuvre n'ont pas toutefois conduit à des reliquats financiers.

Les fonds CERF n'avaient pas prévu des réhabilitations mais plutôt des tarpaulins pour des espaces temporaires que le Ministère a refusé de mettre en place. Les enfants concernés par les salles de classes endommagées ont continué à recevoir leurs apprentissages dans des foyers et des maisons dont les propriétaires sont à l'étranger. D'autres communautés ont réparé les salles par leurs propres moyens lorsque d'autres enfants étudiaient en alternance (3 fois par semaine). Tous les intrants ont été achetés, ce qui a permis la poursuite des apprentissages pour les élèves affectés par l'urgence.

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Éducation - Éducation				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	350	350	13 372	13 910	27 982
Total	350	350	13 372	13 910	27 982
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	0	0	0	0	0

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Éducation - Éducation				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	2 040	1 417	12 343	11 858	27 658
Total	2 040	1 417	12 343	11 858	27 658

Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « atteint » de personnes)	0	0	0	0	0

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Nutrition - Nutrition				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	9 250	15 096	14 504	38 850
Total	0	9 250	15 096	14 504	38 850
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	0	0	0	0	0

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Nutrition - Nutrition				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	12 351	12 704	25 055
Total	0	0	12 351	12 704	25 055
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	0	0	0	0	0

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Santé - Santé				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0

Déplacés internes	5,226	5,399	4,486	4,260	19,371
Autres personnes touchées	69,389	71,686	59,563	56,563	257,201
Total	74,615	77,085	64,049	60,823	276,572
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	0	0	0	0	0

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Santé - Santé				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	5,331	5,507	4,576	4,346	19,760
Autres personnes touchées	61,177	69,400	57,664	54,759	249,000
Total	72,508	74,907	62,240	59,105	268,760
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « atteint » de personnes)	0	0	0	0	0

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	5,226	5,399	4,486	4,260	19,371
Autres personnes touchées	32,424	39,237	38,811	39,843	150,315
Total	37,650	44,636	43,297	44,103	169,686
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	0	0	0	0	0

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total

Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	5,379	6,508	6,440	6,611	24,938
Autres personnes touchées	27,142	32,846	32,484	33,352	125,824
Total	32,521	39,354	38,924	39,963	150,762
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « atteint » de personnes)	0	0	0	0	0

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Protection				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	535	510	1,045
Total	0	0	535	510	1,045
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	0	0	0	0	0

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Protection				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil					
Réfugiés					
Retournés					
Déplacés internes					
Autres personnes touchées			632	773	1,405
Total			632	773	1,405
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	0	0	0	5	5

En cas de divergence importante entre les chiffres correspondant au nombre de personnes planifiées et les chiffres correspondant au nombre de personnes atteintes, ou de divergence par rapport au nombre total ou à la répartition par âge, le sexe ou la catégorie, veuillez en expliquer les raisons :	<p>La population considérée comme « déplacés internes » représente les personnes/familles ayant du être logées chez des voisins ou membres de la famille suite à la destruction de leurs habitations. Le nombre de personnes déplacées assistées atteint a dépassé de 28% le nombre de personnes prévu, en effet les distributions de seaux et des bidons ont inclus davantage de personnes affectées sur Mwali et Ndzuwani.</p> <p>Les autres personnes touchées représentent les populations des localités pour lesquelles les systèmes d'alimentation en eau avaient été interrompus par le cyclone ; et qui ont bénéficié d'un appui temporaire afin d'assurer le redémarrage des stations de pompage. 84% de la population initialement estimée ont été atteints par cet appui.</p> <p>Dans l'ensemble, ce sont 89% des bénéficiaires prévus qui ont été atteints.</p>
---	---

4.c PERSONNES INDIRECTEMENT VISÉES PAR LE PROJET

WASH/Santé :

Le résultat 4 sur la sensibilisation des communautés sur les risques de maladies diarrhéiques et les modes de prévention fut mise en œuvre en coordination et en complémentarité avec le résultat 10 sur l'adoption des comportements favorables à la santé, la nutrition, l'hygiène et la prévention de la maltraitance. Cette complémentarité nous a permis de diffuser les messages à toutes la population Comorienne, affectée et non affectée par le cyclone Kenneth. Ces derniers ont ainsi indirectement bénéficié du projet.

5. Cadre des résultats du projet CERF

Objectif du projet	Fournir une assistance pour les secteurs EHA, Education, Protection et Santé & Nutrition aux personnes les plus vulnérables touchées par le cyclone			
Résultat 1	L'approvisionnement en eau des réseaux affectés est maintenu et augmente			
Secteur	Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Vérification
Indicateur 1.1	m3 d'eau produit quotidiennement pour les centres urbains	14,000	12 364 (Valeur médiane avec des variations entre 9,000 et 16 130 m3)	Suivi SONEDE et visites de terrain UNICEF
Indicateur 1.2	Taux de chlore résiduel aux points de distribution	0,2 mg/l	0,2 mg/l (Moyenne avec des variations entre 0,5 et 0,2 selon le temps de stockage)	Suivi SONEDE et visites de terrain UNICEF
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Il n'y a pas eu de variation importante par rapport aux cibles.		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 1.1	Achat et Installation d'un générateur de secours	Cette activité fut mise en œuvre directement par l'UNICEF, en coordination avec la SONEDE.		
Activité 1.2	Approvisionnement en carburant des stations de pompage	Aux vues du risque financier lié à cette activité, elle fut séparée en deux avec une partie du carburant achetée directement par UNICEF et livrée aux stations de pompage ou remise sous forme de coupon ; et une partie mise en œuvre par la SONEDE.		
Activité 1.3	Location de camion-citerne	Cette activité fut mise en œuvre par la SONEDE. Cependant, en attendant le transfert de ressource financière entre UNICEF et SONEDE, UNICEF a		

		directement contractualise la location d'un camion pour assister la distribution d'eau initiale.
Activité 1.4	Installation de station de distribution	Cette activité fut mise en œuvre par la SONEDE après mise à disposition par UNICEF des réservoirs flexibles et rampes de distribution.

Résultat 2	Les ménages déplacés, ayant perdu leur maison, sont assistés avec des articles essentiels et du cash			
Secteur	Eau, assainissement et hygiène			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 2.1	# de ménage recevant des articles essentiels eau	1,500	1 523	Rapport du CRCo
Indicateur 2.2	# de ménage recevant une assistance cash pour les articles d'hygiène disponible localement	1,500	3 011	Rapport de la Direction Nationale de la Solidarité et Protection Sociale
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Après finalisation de l'enquête approfondie menée par la Direction Générale de la Sécurité Civile, 3,252 ménages dans les communes de priorité 1 ont été identifiés comme étant « déplacés », c-a-d avec une habitation détruite. Sur la base des données de la DGSC, la Direction Nationale de la Solidarité a ensuite effectué un exercice de vérification dans chaque localité. Il en est ressorti un nombre de 3,011 ménages répondant aux critères pour l'assistance cash.		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 2.1	Achat des articles essentiels non disponibles localement	UNICEF a directement acheté les seaux et bidons.		
Activité 2.2	Assistance cash pour article essentiel d'hygiène	La Direction Nationale de la Solidarité et de la Protection Sociale (DNSPS) a mise en oeuvre la distribution de l'assistance cash. En effet, les capacités de mise en œuvre du CRCo étaient déjà trop sollicitées, et seul la DNSPS avait l'expérience et la capacité de mise en œuvre de cette activité, qui fait également partie de son mandat.		
Activité 2.3	Distribution des articles essentiels EHA À travers le secteur abris/NFI	La distribution fut mise en œuvre par le Croissant Rouge Comorien qui effectuait également la distribution pour le secteur sécurité alimentaire.		

Résultat 3	Le chlore est disponible pour les activités de nettoyage et pour la distribution d'eau.			
Secteur	Eau, assainissement et hygiène			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 3.1	Litre de solution de chlore disponible quotidiennement	90	90	rapport de l'association 2mains
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Pas de variation par rapport à la cible planifiée.		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 3.1	Production de chlore	Association 2mains		

Résultat 4	Les populations les plus affectées sont informées sur les risques de maladies diarrhéiques et les modes de prévention			
Secteur	Eau, assainissement et hygiène			

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 4.1	# de communes informées sur les risques et prévention des maladies diarrhéiques	45	54	Rapport Ministère de la Sante/DPS
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		En combinant ce resultat 4 avec le resultat 10, tous les agents de santé communautaires ont été formés et équipés pour sensibiliser la population sur les risques de maladies diarrhéiques. Ainsi, ce sont toutes les communes du pays, soit 54, qui ont bénéficié des messages de sensibilisation.		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 4.1	Impression des supports de promotion	L'achat des supports de promotion a été fait par UNICEF		
Activité 4.2	Dissémination des messages de sensibilisation	Au vu des capacités du Croissant Rouge Comorien déjà très sollicité par la distribution de NFI, la dissémination des messages fut mise en œuvre par le Ministère de la Sante/DPS, à travers les 830 agents de santé communautaire. Ceci a également permis une meilleure coordination et complémentarité avec le résultat 10 santé.		

Résultat 5	Les SAEPs affectés de Mwali et Ndzuwani continue à fournir de l'eau propre.			
Secteur	Eau, assainissement et hygiène			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 5.1	# de zone de captage nettoyée	6	2	Rapport de la Direction Régionale de l'Eau, Mwali
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Suite à l'état des lieux détaillé des zones de captage de Mwali et Ndzuwani, seulement 2 captages à Mwali ont nécessité une réparation et un nettoyage. Cependant, l'activité d'identification des zones de captage a permis de faire l'inventaire de toutes les zones de captage de Mwali et Ndzuwani, soit 113 captages sur rivière et 198 captages de source.		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 5.1	Identification rapide des zones de captage	Directions Regionales de l'Eau, Energie et Assainissement Mwali et Ndzuwani		
Activité 5.2	Débroussaillage et nettoyage des zones de captages	Directions Regionales de l'Eau, Energie et Assainissement Mwali		
Activité 5.3	Réparation d'urgence des zones de captages	Directions Regionales de l'Eau, Energie et Assainissement Mwali		

Résultat 6	La continuité scolaire de 27,282 élèves (49% filles) affectés par le cyclone Kenneth est assurée			
Secteur	Éducation - Éducation			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 6.1	# de filles et de garçons élèves du pré-primaire affectés par le cyclone Kenneth qui bénéficient de l'appui de l'UNICEF pour achever l'année scolaire en cours	27 282 élèves (49% filles)	24 201 Dont 11 858 filles	Plan de distribution Planning des tournées de distribution Fiches de réception PV de réunions de préparation Rapports de distribution Rapports de supervision

Indicateur 6.2	# de salles de classes réhabilitées et fournies en tables bancs (410 tables)	20 classes	30 classes fournies en tables bancs (400 tables)	Plan de distribution Planning des tournées de distribution Fiches de réception PV de réunions de préparation Rapports de distribution Rapports de supervision
Indicateur 6.3	# de kits scolaires fournis	905 (30 pré-primaires, 175 primaires, kits élèves et 700 kits enseignants)	7 855 (30 kits recreatifs pour le pré primaire, 175 school-in-carton élèves de CP, 650 kits enseignants, 7 000 kits individuels élèves de CE/CM)	Plan de distribution Planning des tournées de distribution Fiches de réception PV de réunions de préparation Rapports de distribution Rapports de supervision
Indicateur 6.4	# de manuels fournis	10 000 manuels	13 371 manuels élèves et 1 390 guides du maîtres	Plan de distribution Planning des tournées de distribution Fiches de réception PV de réunions de préparation Rapports de distribution Rapports de supervision
Indicateur 6.5	# de filles et de garçons élèves du pré-primaire affectés par le cyclone Kenneth qui bénéficient de l'appui de l'UNICEF pour achever l'année scolaire en cours	27 282 élèves (49% filles)	Not applicable	Pas de données
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		<p>Les fonds CERF n'avaient pas prévu des réhabilitations mais plutôt des tarpaulins pour des espaces temporaires que le Ministère a refusé de mettre en place. Les enfants concernés par les salles de classes endommagées ont continué à recevoir leurs apprentissages dans des foyers et des maisons dont les propriétaires sont à l'étranger. D'autres communautés ont réparé les salles par leurs propres moyens lorsque d'autres enfants étudiaient en alternance (3 fois par semaine).</p> <p>Tous les intrants ont été achetés, ce qui a permis la poursuite des apprentissages pour les élèves affectés.</p>		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 6.1	Réhabiliter les toitures des classes endommagées par le cyclone Kenneth	Not applicable		
Activité 6.2	Fournir les mobiliers scolaires aux élèves affectés par le cyclone Kenneth	UNICEF 410 tables-bancs ont été confectionnées et acheminées dans les écoles bénéficiaires par les soins de l'UNICEF quia recruté un prestataire de services		
Activité 6.3	Acheter et distribuer les kits scolaires	Achats par UNICEF Distribution par le Ministère de l'Education 7.000 élèves de CE et CM ont bénéficié des kits scolaires (cahiers de leçons, cahiers d'exercices, stylos, ardoises) et de 175 kits recreatifs. La distribution a été assurée par les équipes insulaires sous la supervision du Ministère de l'Education nationale.		

Activité 6.4	Acheter et distribuer les kits pour les enseignants	Achats par UNICEF Distribution par le Ministère de l'Education 650 enseignants ont été bénéficié de supports pédagogiques notamment cahier journal, cahier de préparation et registre. 2 807 autres ont reçu chacun un registre d'appel. La distribution a été assurée par les équipes insulaires sous la supervision du Ministère de l'Education nationale.
Activité 6.5	Formation de 700 enseignants en RRC	Ministère de l'Education

Résultat 7	Les mécanismes clés de protection de l'enfance sont renforcés dans les zones touchées par le passage du cyclone			
Secteur	Santé Protection			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 7.1	# nombre de services d'écoute ayant bénéficié d'un renforcement de capacité pour la prise en charge des enfants victimes	3	3	Rapport d'activités de la Direction Générale des Affaires Sociales en charge de la Protection de l'Enfant de Ngazidja
Indicateur 7.2	# d'enfants soutenus à travers le déploiement de kit récréatifs au niveau des communautés les plus touchés	900 (49% filles)	1 200 (49% filles)	Plan de distribution Fiches de réception Rapports de distribution
Indicateur 7.3	Pourcentage d'enfants victimes ou a risque de maltraitance identifiée dans la communauté et bénéficiant d'une prise en charge et d'un accompagnement psychosocial	100%	100%	Rapport d'activités centres d'écoute
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Pas applicable		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 7.1	Renforcer la capacité des acteurs au niveau des services d'écoute pour la prise en charge des enfants victimes de violence	Direction Générale des Affaires Sociales de Ngazidja A la suite du passage du cyclone Kenneth aux Comores, dans la nuit du 24 au 25 avril 2019, 150 professionnels de la santé, de l'éducation et de la protection, y compris les professionnels des trois services d'écoute et de protection des enfants victimes de violence ont bénéficié d'une formation sur les urgences. Cette formation a porté sur la dissémination de l'évaluation des intempéries, la dissémination des résultats de l'évaluation rapide du secteur Education/protection et la présentation de la protection en situation d'urgence y compris la protection des bénéficiaires contre les abus et l'exploitation sexuels		
Activité 7.2	Former les 840 Agents communautaires pour l'identification, le référencement et la prise en charge des cas d'enfants victimes de violence au niveau de la communauté	Direction de la Promotion de la Santé (Ministère de la Santé)		
Activité 7.3	Acheter et distribuer des kits récréatifs au niveau des communautés les plus touchées	Achats par l'UNICEF Distribution par le Ministère de l'Education		

Résultat 8	Les services de maternités et de néonatalogies sont équipés pour assurer la continuité de soins essentiels du nouveau-né			
Secteur	Santé			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Vérification
Indicateur 8.1	#de formations sanitaires des zones sinistrées ayant des équipements fonctionnels pour la prise en charge des urgences des nouveau-nés	6	[6]	Plan de distribution de la DSF
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		n/a		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 8.1	Achat d'équipements pour la prise en charge des urgences du nouveau-né,	<p>Achats effectués par UNICEF</p> <p>Les six établissements sanitaires endommagés ont été dotés en équipement pour la prise en charge des urgences du nouveau-né pour leur permettre de fournir des soins essentiels et de qualité à la mère et au nouveau-né selon leur niveau de prise en charge établi par le système de santé comorien. En effet, au total 6 établissements de soins dont le HP Foubouni, District de Mbadjini Est, Nyamouliya, District de Foubouni, HP Mitsamiouli, District de Mitsamiouli_Mboudé, Ps Mkazi, District du Centre, Ps Tsinimoichongo, Mbadjini District Ouest, CSD Nioumachoua ont reçu les équipements ci-après : Concentrateurs d'oxygène, Kits de réanimation du nouveau-né, Tables chauffantes, laryngoscope pour nouveau-nés, Aspirateurs à pédales, Aspirateurs manuels. Parmi les difficultés rencontrées pour la mise en œuvre de cette activité est la longue période d'attente pour la réception des matériels de l'extérieur et l'attente de la remise officielle par les partenaires gouvernementaux.</p>		
Activité 8.2	Doter les 6 formations sanitaires en équipements pour la prise en charge des urgences du nouveau-né,	Ministère de la Santé/DSF		

Résultat 9	Renforcer la capacité de prévention, détection et de réponse rapide et efficace à tous les risques infectieux et nutritionnels liés au cyclone Kenneth			
Secteur	Santé - Santé			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Vérification
Indicateur 9.1	# de ménages affectés ayant une moustiquaire imprégnée d'insecticides à longue durée (MIILD)	6,000	8 500	Rapport d'activités Direction de lutte contre la maladie (DLM)
Indicateur 9.2	# d'enfant de moins de 5 ans dépistés (MUAC) pour la malnutrition	7,500	7,500	Rapport de la Direction de la Santé Familiale (DSF)
Indicateur 9.3	Pourcentage des enfants atteints de MAS déchargés guéris	75%	75%	Rapport de la Direction de la Santé Familiale (DSF)
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		La distribution des MIILD a été faite en collaboration avec la Direction de Lutte contre la Maladie, la Direction Régionale de la Santé de Ngazidja et les		

		agents de santé communautaires. Au total, 17,000 MIILD ont été distribuées à raison de 2 MIILD par ménage (8,500 ménages). En effet, chaque MIILD distribuée doit bénéficier à 2 personnes, cela amène à une couverture de 34,000 personnes, hommes, femmes, filles et garçons
Activités	Description	Mise en oeuvre par
Activité 9.1.	Achat des MILD et intrants nutritionnels	UNICEF L'achat des équipements et des intrants été effectué par l'UNICEF à travers sa Division des Approvisionnements basée à Copenhague
Activité 9.2	Distribution des MILD aux personnes sinistrées	Direction de la Lutte contre les Maladies (Ministère de la Santé)
Activité 9.3	Organisation des stratégies avancées pour le de dépistage de la malnutrition	Direction de la Santé Familiale (DSF)
Activité 9.4	Pré positionnement des stocks d'intrants nutritionnels et thérapeutiques	Direction de la Santé Familiale (DSF)
Activité 9.5	Reproduction des outils de collecte des cas de diarrhées, de fièvre et de malnutrition aigue	Direction de la Promotion de la Santé (DPS)

Résultat 10	Les familles adoptent des comportements favorables à la sante, la nutrition, l'hygiène et la prévention de maltraitance			
Secteur	Santé - Santé			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 10.1	# des ASC formés sur le paquet essentiels familiales et sur la surveillance des cas de diarrhée et de fièvre au niveau communautaire	840	830	Direction de la Promotion de la Santé (DPS)
Indicateur 10.2	# de sorties de sensibilisation effectuées par les ASC	180	830	Direction de la Promotion de la Santé (DPS)
Indicateur 10.3	# de personnes touchées par les séances de sensibilisation	255,000	249 000	Direction de la Promotion de la Santé (DPS)
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		<p>Au total, 830 Agents de Santé Communautaires (ASC) sur les 840 initialement prévus ont été formés pendant 2 jours sur les pratiques essentielles familiales, la prévention et la notification des maladies hydriques et des maladies à potentielles épidémiques dans le contexte de l'urgence. Après la formation, une campagne de sensibilisation sur le lavage des mains et la prévention des maladies à potentiel épidémique a été menée au niveau de toutes les localités des trois îles. Chaque agent formé avait à organiser des séances de sensibilisation d'au moins 50 personnes par séance. Certains agents de santé communautaire ont choisi de faire du porte-à-porte. Au total, 830 ASC ont permis de toucher environ 249 000 personnes par cette campagne.</p> <p>La stratégie adoptée était que chaque agent communautaire formé (830) a eu la charge de sensibiliser 50 ménages. Cela a été considéré comme une sortie (soit une sortie = 50 ménages sensibilisés). Cela a été préféré a la stratégie initiale qui devait être des sorties par axes avec plusieurs agents. On a gagné du temps, on a touché plus de personnes et cela avec moins de fond (cela a été décrit dans les leçons apprises)</p>		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 10.1	Formation des 840 agents de santé communautaire	Direction de la Promotion de la Santé (Ministère de la Santé)		

Activité 10.2	Reproduction des outils de collecte et des supports de sensibilisation	UNICEF Les outils de collecte sur les séances de sensibilisation menées et de support de sensibilisation sur le lavage des mains ont été reproduits et utilisés pour mener à bien les séances de sensibilisation.
Activité 10.3	Organisation des sorties de sensibilisation une fois par semaine impliquant 5 personnes par district	ASC/Direction de la Promotion de la Santé (Ministère de la Santé) Une campagne de sensibilisation a été menée avec la participation des ASC et a permis d'effectuer 830 sorties qui ont pu toucher environ 249 000 personnes au niveau de toutes les localités

6. Redevabilité à l'égard des populations touchées (AAP)

6.a Engagement AAP du IASC 2 – Participation et partenariat

Comment les personnes affectées par la crise (y compris les groupes vulnérables et marginalisés) ont-elles été impliquées dans le développement, l'exécution et le suivi du projet ?

Les personnes affectées ont surtout été impliquées sur le résultat 2 avec la distribution d'articles essentiels et surtout avec l'assistance monétaire. Plusieurs étapes participatives ont précédé ces activités, notamment la confirmation par la communauté et les autorités locales de la liste de bénéficiaires, préalablement établie par l'évaluation détaillée menée par la DGSC. C'est à la suite de ces exercices de consultation que les listes ont été modifiées, puis finalisées.

Est-ce que les mécanismes locaux et/ou nationaux ont été utilisés pour engager toutes les composantes des communautés dans la réponse ? Si les mécanismes locaux/nationaux n'ont pas saisi les besoins, les revendications et le leadership des

Dans toutes les communautés affectées, des comités locaux ont été constitués par les populations afin de faire un recensement initial des personnes sinistrées. Les évaluations rapides, puis les évaluations approfondies se sont appuyées sur les données fournies par ces comités qui ont été triangulées, vérifiées, puis validées.

6.b Engagement AAP du IASC 3 – Information, feedback et action

Comment les populations affectées ont-elles été informées au sujet de votre Organisation, des principes auxquels elle adhère, du comportement attendu de son personnel, et du programme qu'elle prévoit de délivrer ?

Les activités mise en œuvre directement auprès des bénéficiaires tel que les distributions d'articles essentiels et l'assistance monétaire ont toujours été précédées par une présentation de l'activité auprès de l'autorité locale et de la population, suivi par la vérification et correction des listes de bénéficiaires. Dans toutes les localités où l'UNICEF a assuré le leadership ou participé aux évaluations, les staffs impliqués ont présenté l'organisation, ses principes, ses engagements et les interventions soutenues.

Avez-vous mis en œuvre un mécanisme de plainte (boîte de réclamation, ligne téléphonique gratuite, autre) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux réclamations. Oui ☐ Non ☒

Non. Cependant l'assistance cash a fait l'objet d'une enquête post-distribution sur l'utilisation des fonds remis. L'enquête incorporait également une question sur la qualité de l'activité et une question sur comment améliorer ce type d'activité dans le futur. Les bénéficiaires sont majoritairement satisfaits par la façon dont l'activité a été mise en œuvre, tout en recommandant à ce que plus de ménages puissent bénéficier.

Avez-vous établi un mécanisme spécifique de rapportage et de prise en compte des plaintes liées aux abus et à l'exploitation sexuelle (SEA) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux plaintes relatives aux SEA ? Oui ☒ Non ☐

Dans le cadre de la réponse à l'urgence, des points focaux pour la prévention des abus et de l'exploitation sexuelle ont été désignés par les agences onusiennes intervenant dans la réponse à l'urgence y compris l'UNICEF. Ces points focaux ont reçu une formation spécifique pour gérer les plaintes des bénéficiaires de l'aide d'urgence. De plus, les services d'écoute ont été renforcés pour recevoir et transmettre de façon appropriée les plaintes reçues dans le cadre de l'aide d'urgence.

Autres commentaires (facultatif) :

n/a

7. Programmation de transferts monétaires

7.a Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus	Atteints
Oui, CBI est une composante du projet CERF	Oui, le CTP est un composant

7.b Merci de spécifier ci-dessous les paramètres des modalités du PTM utilisées. Si plusieurs modalités sont utilisées dans le cadre du projet, merci de remplir une ligne pour chaque modalité. Merci d'indiquer le montant estimé du transfert pour chaque modalité (ne pas inclure les coûts de transfert associés mais uniquement le montant donné aux personnes assistées).

Modalité de transfert	Valeur du cash (US\$)	a. Objectif	b. Cluster/Secteur	c. Conditionnalité	d. Restriction
Transfert non-conditionnel ponctuel (fait en une fois)	US\$ 139,500	Spécifique à un secteur	Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène	Assistance inconditionnelle	Sans restriction

Information supplémentaire (optionnel) :

L'assistance monétaire était accompagnée d'une sensibilisation sur le lavage des mains avec du savon, afin d'encourager les ménages à utiliser du savon. Cependant, ne connaissant pas les besoins prioritaires de chaque ménage, une assistance monétaire inconditionnelle a été fournie, permettant ainsi aux bénéficiaires de répondre à leurs priorités.

3 100 familles sinistrées avec un total de 12 853 enfants ont bénéficié d'un transfert monétaire WASH inconditionnel couplé à une sensibilisation pour aider à réduire le risque de maladies d'origine hydrique à la suite du cyclone Kenneth. (3,100*45 = 139,500 USD).

8. Evaluation : Ce projet a-t-il été évalué ou y a-t-il une évaluation en cours ?

Nous n'avons pas prévu un budget évaluation pour cet appui car le pays avait planifié de le faire de manière générale avec une évaluation et un atelier des leçons apprises qui a rassemblé les différents intervenants mais également les bénéficiaires.	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

8.6. Rapport du projet 19-RR-WFP-043 - WFP

1. Information sur le projet			
1. Agence :	WFP	2. Pays :	Comores
3. Groupe sectoriel/ Secteur	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	4. Code du projet (CERF) :	19-RR-WFP-043
5. Titre du projet :	Assistance alimentaire d'urgence post-cyclone Kenneth au Comores		
6.a Date de début de mise en œuvre :	16/05/2019	6.b Date de fin de mise en œuvre :	15/11/2019
6.c Extension sans cout :	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	
6.d Toutes les activités sont-elles achevées ? (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 3)	
7. Financement	a. Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence		US\$ 8,886,474
	b. Montant total du financement reçu par l'agence pour répondre à l'urgence :		US\$ 1,405,798
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 405,798
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 93 948
	Partenaires gouvernementaux		US\$
Partenaires ONG Internationale		US\$	
Partenaires ONG Nationale		US\$	
Croix Rouge/Croissant Rouge		US\$ 93 948	

2. Résumé des résultats obtenus
<p>Grâce à la contribution du CERF (Fenêtre Réponse Rapide), le PAM a soutenu 25 920 personnes touchées par le cyclone, dont 7 209 filles et 5 664 femmes, avec 497 tonnes métriques (tonnes) d'aliments nutritifs (céréales, légumineuses, huile et sel). Cet appui a couvert les besoins alimentaires des plus vulnérables pendant trois mois dans 20 communes de la Grande Comores, Anjouan et Mohéli.</p> <p>En raison du financement limité, le PAM a accordé la priorité aux personnes les plus vulnérables dans les municipalités les plus touchées, dont 64% étaient des femmes. La sélection de ces bénéficiaires a été éclairée par deux évaluations - la première conduite par le gouvernement tandis que la seconde menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Dans la première évaluation rapide, le gouvernement et les Agences des Nations Unies ont identifié près de 20 municipalités aux Comores et Mohéli qui ont subi les plus grands dommages à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance et aux infrastructures. L'évaluation approfondie de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, réalisée par la FAO en mai 2019, a identifié d'autres personnes vulnérables, ainsi que celles résidant sur la troisième île, Anjouan, en situation d'insécurité alimentaire aigue, la plupart d'entre eux étaient de petits agriculteurs.</p> <p>Pendant trois mois, le PAM a livré une ration de riz, de légumes secs, d'huile végétale et de sel à 25 920 personnes dans les principales îles de Grande Comores, Anjouan et Mohéli, cela représentant 18 pour cent du nombre initial prévu de bénéficiaires et en tenant compte des ressources disponibles. En outre, le PAM et la FAO ont travaillé à la rationalisation des programmations des activités humanitaires et de développement en veillant à ce que les familles qui ont reçu une aide alimentaire du PAM participerait également au programme d'appui aux moyens d'existence de la FAO. Le PAM s'est associé au Croissant-Rouge des Comores (CRCo), cela a permis d'identifier les familles ayant besoin de soutien et d'effectuer les distributions de vivres.</p>

3. Modifications

La proposition de projet initiale était basée sur les rapports d'évaluation préliminaires qui fixaient le nombre de bénéficiaires à 16 195 et les coûts alimentaires ont été estimés en conséquence. Cependant, l'évaluation plus approfondie a informé le PAM que les besoins humanitaires étaient plus élevés que prévu initialement. Par conséquent, le PAM a planifié d'augmenter le nombre de bénéficiaires de 16 195 à 33 200 personnes.

En outre, la rareté sur les marchés locaux, les coûts élevés et les délais d'importation des dates ont renforcé l'initiative d'annuler l'achat de cet aliment et d'augmenter les quantités en riz, légumes secs, huile et sel. Par conséquent, le tonnage est passé de 363 à 497 MT. Ce nouveau tonnage sera suffisant pour la distribution d'un mois de la ration complète. Pour pouvoir alimenter la nouvelle charge de travail et respecter le budget approuvé, le PAM a réduit et/ou supprimé d'autres lignes budgétaires telles que le personnel, l'équipement, les services contractuels, les voyages et les frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs.

Pour les raisons susmentionnées, imprévues et indépendantes de notre volonté, le PAM a été contraint d'augmenter le nombre de bénéficiaires à assister et de redéployer les fonds alloués. La mise en œuvre de ce projet s'inscrit dans le cadre de l'objectif défini dans la proposition qui est d'apporter une aide d'urgence aux populations les plus touchées en permettant à l'accès à la nourriture de répondre aux besoins immédiats.

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	231	228	294	291	1 044
Autres personnes touchées	3 353	3 313	4 268	4 217	15 151
Total	3 584	3 541	4 562	4 508	16 195
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	132	131	169	167	599

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	370	366	471	466	1 673
Autres personnes touchées	5 367	5 303	6 829	6 748	24 247
Total	5 737	5 669	7 301	7 214	25 920
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total

Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « atteint » de personnes)	212	210	270	267	959
---	-----	-----	-----	-----	-----

En cas de divergence importante entre les chiffres correspondant au nombre de personnes planifiées et les chiffres correspondant au nombre de personnes atteintes, ou de divergence par rapport au nombre total ou à la répartition par âge, le sexe ou la catégorie, veuillez en expliquer les raisons :	<p>Le PAM a dépassé l'objectif initial après avoir acheté 497 tonnes (au lieu de 363 tonnes) de produits alimentaires qui ont été distribués à 25 920 bénéficiaires (au lieu de 16 195). Toutes les communautés de la zone prioritaire 1 ont été atteintes. Le PAM a aussi complété une enquête de monitoring des distributions auprès d'un échantillon de plus de 300 bénéficiaires.</p> <p>La proposition de projet initiale était basée sur les rapports d'évaluation préliminaires qui fixaient le nombre de bénéficiaires à 16 195 et les coûts alimentaires ont été estimés en conséquence. Cependant, l'évaluation plus approfondie a informé le PAM que les besoins humanitaires étaient plus élevés que prévu initialement. Par conséquent, le PAM a planifié d'augmenter le nombre de bénéficiaires de 16 195 à 25 000 personnes. (Pour rappel les chiffres de bénéficiaires indiqués dans le document de projet comportaient des erreurs qui ont été corrigés ci-dessus)</p>
---	---

4.c PERSONNES INDIRECTEMENT VISÉES PAR LE PROJET
n/a

5. Cadre des résultats du projet CERF	
Objectif du projet	Fournir une assistance d'urgence aux populations les plus touchées, en facilitant leur accès à des aliments de base nutritifs afin de répondre aux besoins alimentaires immédiats de la population.

Résultat 1	Les populations touchées reçoivent des transferts en espèces ou une aide alimentaire en nature afin de répondre aux besoins alimentaires de base.			
Secteur	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Vérification
Indicateur 1.1	Nombre de ménages ayant reçu l'aide alimentaire	3,239	5 180 (25 920 personnes)	Enquête de monitoring des distributions
Indicateur 1.2	Quantité de vivres achetés	363	497	Purchase Orders
Indicateur 1.3	Quantité de vivres acheminés	450 g/p/d de maïs/riz, 60g/p/d de légumineuses, 25 g/p/d d'huile et 5 g/p/d de sel	450 g/p/d de maïs/riz, 60g/p/d de légumineuses, 25 g/p/d d'huile et 5 g/p/d de sel	Enquête de monitoring des distributions
Indicateur 1.4	Quantité de vivres distribués	450 g/p/d de maïs/riz, 60g/p/d de légumineuses, 25 g/p/d d'huile et 5 g/p/d de sel	450 g/p/d de maïs/riz, 60g/p/d de légumineuses, 25 g/p/d d'huile et 5 g/p/d de sel	Enquête de monitoring des distributions
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		n/a		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 1.1	Identification des bénéficiaires	Croissant-Rouge Comorien, PAM		
Activité 1.2	Achat des vivres	PAM		
Activité 1.3	Acheminement des vivres	Transporteur PAM		
Activité 1.4	Distribution des vivres	Croissant-Rouge Comorien		

6. Redevabilité à l'égard des populations touchées (AAP)	
6.a Engagement AAP du IASC 2 – Participation et partenariat	
<p>Comment les personnes affectées par la crise (y compris les groupes vulnérables et marginalisés) ont-elles été impliquées dans le développement, l'exécution et le suivi du projet ?</p> <p>Les engagements du PAM à l'égard des populations touchées (PAA) consistent à faciliter la participation des personnes en veillant à ce que la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes reflètent leurs points de vue. Le PAM s'est concentré sur trois domaines principaux : i) la fourniture d'informations précises, opportunes et accessibles concernant l'assistance alimentaire ; (ii) consultation des personnes concernées pour connaître leur opinion sur tous les aspects du programme ; et (iii) l'institution de mécanismes appropriés de plainte et de retour d'information.</p>	
<p>Est-ce que les mécanismes locaux et/ou nationaux ont été utilisés pour engager toutes les composantes des communautés dans la réponse ? Si les mécanismes locaux/nationaux n'ont pas saisi les besoins, les revendications et le leadership des femmes, des filles et des groupes marginalisés, quels mécanismes alternatifs avez-vous utilisés pour les atteindre ?</p> <p>Les autorités locales et les dirigeants communautaires ont été informés à l'avance de tout problème lié au programme d'assistance, tels que les retards potentiels de distribution, et à leur tour, ont communiqué les informations à leurs communautés. Le CRCo communique les droits à l'aide alimentaire à chaque famille, expliquant comment les rations étaient calculées, sur la base de la taille de la famille. Au cours du suivi post-distribution, plus de 85% des bénéficiaires interrogés ont une compréhension de leurs droits, des critères de ciblage et de la durée de l'assistance. Les 15% restants ont partiellement compris les informations diffusées.</p> <p>Pour garantir que le personnel du CRCo puisse fournir adéquatement l'aide alimentaire, le PAM a renforcé ses capacités à l'aide d'une formation spécifique suivie d'un encadrement et d'un tutorat sur le tas de tous les volontaires impliqués dans la distribution de nourriture et la composante logistique. Les séances de formation sur la gestion appropriée des entrepôts et des stocks alimentaires ont impliqué 15 employés et bénévoles du CRCo, y compris la théorie, des exemples pratiques et une visite à l'entrepôt. En ce qui concerne le programme, le PAM a dispensé une formation à une cinquantaine de superviseurs et bénévoles du CRCo à Ngazidja, Anjouan et Mohéli. Les sessions de formation concernent les rôles et responsabilités du partenaire d'exécution du PAM dans les programmes de distribution alimentaire, l'identification et le ciblage des bénéficiaires en fonction de critères de vulnérabilité, la gestion du cycle de distribution et l'organisation du site, l'intégration de la dimension de genre, la protection des personnes ayant des besoins spécifiques et la responsabilisation.</p>	
6.b Engagement AAP du IASC 3 – Information, feedback et action	
<p>Comment les populations affectées ont-elles été informées au sujet de votre Organisation, des principes auxquels elle adhère, du comportement attendu de son personnel, et du programme qu'elle prévoit de délivrer ?</p> <p>Toute l'assistance humanitaire du PAM commence par une campagne de sensibilisation dont le mandat, les rôles et les responsabilités sont clairement expliqués. Au cours des séances, les membres de l'équipe de sensibilisation remettent à chaque bénéficiaire sensibilisé une carte de rationnement, sur laquelle le membre de sensibilisation inscrit la date et l'heure à laquelle le bénéficiaire doit venir récupérer sa nourriture de bénéficiaire.</p> <p>Le résultat clé des interactions avec les bénéficiaires à travers la sensibilisation renforce les communications avec les personnes que nous servons. Une sensibilisation accrue de la communauté sur les processus de distribution et les droits réduit également le nombre de plaintes et de requêtes des bénéficiaires. Les bénéficiaires apprécient également la possibilité de se faire entendre et de donner leur avis. Il contribue à améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide et de l'assistance, il fournit des informations supplémentaires aux donateurs directement des communautés et il crée une culture de responsabilité, de transparence et de participation.</p>	
<p>Avez-vous mis en œuvre un mécanisme de plainte (boîte de réclamation, ligne téléphonique gratuite, autre) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux réclamations.</p> <p>En se concentrant sur l'engagement des populations affectées dans les processus et les décisions qui affectent leur vie, le PAM a établi un mécanisme national de réclamation et de retour d'information (CFM) pour améliorer la responsabilisation des destinataires et les servir plus efficacement. À cette fin, le PAM a mis en place des canaux de communication tels que des lignes téléphoniques, boîtes aux lettres traditionnelles et retour d'information par le biais du PAM et du personnel des partenaires coopérants.</p>	

Avez-vous établi un mécanisme spécifique de rapportage et de prise en compte des plaintes liées aux abus et à l'exploitation sexuelle (SEA) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux plaintes relatives aux SEA ? Oui ☒ Non ☐

Les dommages engendrés par le cyclone Kenneth ont provoqué une augmentation des violences sexuelles et des migrations, les femmes et les filles étant les plus exposées. Pour éviter les risques potentiels de PSEA, le PAM a veillé à ce que l'aide alimentaire soit distribuée dans les centres communautaires villageois pendant la journée et à proximité des domiciles des bénéficiaires. Le PAM a également partagé des messages de changement de comportement sur la sécurité alimentaire, nutrition et protection. En raison de la courte durée de l'aide humanitaire, le PAM n'a pas pu réunir les données d'évaluation complètes.

Autres commentaires (facultatif) :

Aux Comores, l'intervention d'urgence du PAM a contribué à l'égalité des sexes et a atténué les risques de violence basée sur le genre. Femmes enceintes et allaitantes, les ménages dirigés par les femmes, les personnes handicapées et les personnes âgées ont obtenu de l'aide en premier. Dans la mesure du possible, le PAM a désigné des femmes chef de ménage pour recevoir les rations alimentaires. En outre, l'équipe du PAM déployée aux Comores a suivi une formation sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels.

Enfin, les communautés ciblées des programmes du PAM ont bénéficié d'une approche qui ne nuit pas à l'environnement.

7. Programmation de transferts monétaires

Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus	Atteints
Non	Non

8. Evaluation : Ce projet a-t-il été évalué ou y a-t-il une évaluation en cours ?

Suite à la publication du rapport d'évaluation approfondi de la FAO sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui a indiqué des besoins supplémentaires en assistance en matière de sécurité alimentaire sur l'île d'Anjouan et considérant qu'un nombre accru de bénéficiaires pourrait être assisté, le PAM a décidé d'inclure 8.200 bénéficiaires dans trois communautés de l'île d'Anjouan à travers ses ressources internes. Au total le PAM a servi 33,492 bénéficiaires avec 1,234 tonnes de vivres.

Au cours du suivi post-distribution, plus de 85% des bénéficiaires interrogés ont avaient une compréhension de leurs droits, des critères de ciblage et de la durée de l'assistance. Les 15% restants ont partiellement compris les informations diffusées. Dans le cadre du suivi après distribution, les bénéficiaires sont satisfaits de la façon dont les distributions de nourriture était organisée. Par exemple, 96% ont dit que la distribution a été mise en œuvre de manière digne, tandis que 97% ont dit que les sites de distribution sont localisés dans des endroits sûrs.

ÉVALUATION EFFECTUEE ☒

EVALUATION EN COURS ☐

AUCUNE EVALUATION PREVUE ☐

8.7. Rapport du projet 19-RR-WFP-044 – WFP

1. Information sur le projet			
1. Agence :	WFP	2. Pays :	Comores
3. Groupe sectoriel/ Secteur	Logistique - Logistique commune	4. Code du projet (CERF) :	19-RR-WFP-044
5. Titre du projet :	Appui en coordination logistiques des acteurs humanitaires aux		
6.a Date de début de mise en œuvre :	16/05/2019	6.b Date de fin de mise en œuvre :	15/11/2019
6.c Extension sans cout :	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	
6.d Toutes les activités sont-elles achevées ? (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 3)	
7. Financement	a. Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 259 690
	b. Montant total du financement reçu par l'agence pour répondre à l'urgence :		US\$ 0
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 129,000
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 0,00
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 0,00
	Partenaires ONG Internationale		US\$ 0,00
Partenaires ONG Nationale		US\$ 0,00	
Croix Rouge/Croissant Rouge		US\$ 0,00	

2. Résumé des résultats obtenus
<p>Au lendemain du cyclone, nombreux acteurs humanitaires ont répondu aux besoins aux côtés du Gouvernement. En conséquence, il était essentiel de renforcer les capacités de coordination logistique des réponses au sein de la Direction Générale de la Sécurité civile (DGSC). Au tout début de la réponse, le PAM a fourni un appui technique axé sur le partage des informations, la chaîne d'approvisionnement et les systèmes de gestion de la logistique au sein de la DGSC. Le support technique a cherché à développer et renforcer les compétences et les capacités dans les concepts et processus de logistique et de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Cet appui comprend l'examen et la normalisation des procédures logistiques existantes, l'élaboration des plans de transport et le partage des connaissances sur les interventions d'urgence précédentes.</p> <p>Les activités entreprises au cours de cette période comprenaient la réhabilitation de l'entrepôt principal de la DGSC à Moroni et l'achat de deux entrepôts mobiles Wikiphall (pour augmenter la capacité de stockage du gouvernement), d'un générateur et d'une tour d'éclairage, mobiliers de bureau et équipement de télécommunications pour la salle de situation de la DGSC. Le PAM a fourni au personnel logistique de la DGSC un mentorat en cours d'emploi sur la gestion des entrepôts, le transport des denrées alimentaires et le stockage et la manipulation. En outre, le PAM a organisé trois formations de deux jours (une pour chaque île) qui ont couvert les éléments de base de transport, la gestion de l'entrepôt, le ciblage des destinataires et la gestion du cycle de distribution alimentaire à Ngazidja, Anjouan et Mohéli. Plus de 60 employés de la DGSC, des entités gouvernementales, des agences des Nations Unies, du CRCO et de la société civile ont participé.</p> <p>Le PAM a enfin continué le projet pour une période supplémentaire de six mois, jusqu'en mai 2020, afin de poursuivre l'assistance technique aux Agences de gestion des catastrophes et les partenaires locaux pour renforcer la capacité de préparation et de réponse aux situations d'urgence, y compris la coordination logistique, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et l'analyse de la sécurité alimentaire.</p>

3. Modifications

n/a

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Logistique - Logistique commune				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Réfugiés	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Retournés	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Déplacés internes	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Autres personnes touchées	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Total	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Logistique - Logistique commune				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Réfugiés	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Retournés	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Déplacés internes	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Autres personnes touchées	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Total	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « atteint » de personnes)	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

En cas de divergence importante entre les chiffres correspondant au nombre de personnes planifiées et les chiffres correspondant au nombre de personnes atteintes, ou de divergence par rapport au nombre total ou à la répartition par âge, le sexe ou la catégorie, veuillez en expliquer les raisons :

n/a

4.c PERSONNES INDIRECTEMENT VISÉES PAR LE PROJET

Le PAM a dispensé une formation en cours d'emploi et un tutorat au personnel logistique de la DGSC sur la gestion des entrepôts et la gestion appropriée des stocks alimentaires. Un module de formation spécifique de deux jours comprenant le transport, la gestion des entrepôts, le ciblage des bénéficiaires et la gestion du cycle de distribution a été administré à Ngazidja, Anjouan et Mohéli impliquant plus de 60 membres du personnel de la DGSC, des entités gouvernementales, des agences des Nations Unies, du CRCO et des organisations de la société civile

Le projet Logistique a également fourni un soutien logistique aux acteurs humanitaires qui ont répondu à l'urgence. Cela a également profité aux prestataires de services.

5. Cadre des résultats du projet CERF

Objectif du projet	Renforcer la coordination logistique et la capacité de réaction du ministère responsable (DGSC) nommé par le gouvernement en matière de logistique d'urgence.
---------------------------	---

Résultat 1	La structure de coordination gouvernementale en matière de logistique (potentiellement la DGSC) est confirmée en tant que responsable reconnu de la coordination de la logistique d'urgence pour l'intervention du cyclone Kenneth Logistique - Logistique commune			
Secteur	Logistique - Logistique commune			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 1.1	Les acteurs de la logistique humanitaire s'engagent dans des réunions de coordination régulières	Réunion hebdomadaire ou à une intensité élevée si requis	Réunion hebdomadaire ou à une fréquence élevée si requis	Les comptes rendus des réunions
Indicateur 1.2	La DGSC a élaboré une base de données d'informations logistiques pertinentes et la mets à la disponibilité de tous les acteurs humanitaires.	Disponibilité d'une base de données d'informations logistiques pour tous les acteurs humanitaires.	Disponibilité d'une base de données d'informations logistiques pour tous les acteurs humanitaires.	Disponibilité d'une base de données d'informations logistiques pour tous les acteurs humanitaires
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur				
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 1.1	Des réunions de coordination hebdomadaires sont mises en place et facilités par les acteurs désignés.	DGSC		
Activité 1.2	Une gestion et un échange d'informations continus sont entrepris	DGSC		

Résultat 2	La DGSC dispose d'une capacité procédural renforcée de logistique d'intervention en cas d'urgence			
Secteur	Logistique - Logistique commune			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 2.1	La gestion des entrepôts de la DGSC et les stocks gérés par le DGSC est précise et transparente	Outils de gestion de stock sont implémentés	Outils de gestion de stock sont implémentés	Resultat de l'évaluation logistique
Indicateur 2.2	Les compétences de coordination logistique de la DGSC sont améliorées et des procédures opératoires standard ainsi	Amélioration et des procédures opératoires standard ainsi que les	Amélioration et des procédures opératoires standard ainsi que les	Resultat de l'évaluation logistique

	que les rôles et responsabilités sont délinées.	rôles et responsabilités sont délinées.	rôles et responsabilités sont délinées.	
Indicateur 2.3	La structure d'intervention logistique sur les Comores est formalisée	Formalisation de la structure d'intervention logistique sur les Comores	Formalisation de la structure d'intervention logistique sur les Comores	Resultat de l'évaluation logistique
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur				
Activités	Description		Mise en oeuvre par	
Activité 2.1	Prestation de formation sur l'entreposage		PAM	
Activité 2.2	Exercices de simulation en coordination logistique en urgences		DGSC et les acteurs humanitaires	
Activité 2.3	Plaidoyer pour un Protocol d'entente sur la coordination logistique entre les parties prenantes		DGSC et PAM	

Résultat 3	La DGSC dispose d'une capacité d'intervention logistique opérationnel d'urgence renforcée			
Secteur	Logistique - Logistique commune			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 3.1	Le principal répondeur du pays a la capacité en termes d'équipement et d'entraînement a géré une capacité de stockage limite.	Création d'une autonomie de réponse	Plan de réponse déposé	Plan de contingence
Indicateur 3.2	Des plans de contingence et de réponse en Logistique d'urgence sont créé ou mis à jours.	Plan de réponse déposé	Plan de réponse déposé	Plan de contingence
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur				
Activités	Description		Mise en oeuvre par	
Activité 3.1	Achats et acheminement des équipements nécessaire		PAM	
Activité 3.2	Entraînement en montage de stockage d'urgence		PAM et DGSC	

Résultat 4	Évaluation des lacunes logistique et contraintes sur les îles			
Secteur	Logistique - Logistique commune			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 4.1	Le LCA Comores est mis à jour	LCA a jour et publie avant Novembre 2019.	LCA a été mise à jour et publiée conformément au délai fixé.	Disponibilité des informations LCA
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur				
Les résultats ont été atteints comme prévu.				
Activités	Description		Mise en oeuvre par	
Activité 4.1	Déploiement d'un mois d'un expert en logistique inclus temps de préparation et temps de compilation et publication des données.		PAM	

6. Redevabilité à l'égard des populations touchées (AAP)	
6.a Engagement AAP du IASC 2 – Participation et partenariat	
<p>Comment les personnes affectées par la crise (y compris les groupes vulnérables et marginalisés) ont-elles été impliquées dans le développement, l'exécution et le suivi du projet ?</p> <p>Ce projet logistique n'est pas concerné par cette approche.</p>	
<p>Est-ce que les mécanismes locaux et/ou nationaux ont été utilisés pour engager toutes les composantes des communautés dans la réponse ? Si les mécanismes locaux/nationaux n'ont pas saisi les besoins, les revendications et le leadership des femmes, des filles et des groupes marginalisés, quels mécanismes alternatifs avez-vous utilisés pour les atteindre ?</p> <p>Ce projet logistique n'est pas concerné par cette approche.</p>	
6.b Engagement AAP du IASC 3 – Information, feedback et action	
<p>Comment les populations affectées ont-elles été informées au sujet de votre Organisation, des principes auxquels elle adhère, du comportement attendu de son personnel, et du programme qu'elle prévoit de délivrer ?</p> <p>Le PAM a acquis une vaste expertise et des capacités dans la chaîne d'approvisionnement, souvent dans les environnements les plus difficiles. Cette expérience donne au PAM la possibilité d'étendre ses capacités pour soutenir également la préparation aux situations d'urgence et les efforts de développement à moyen et long terme, en fonction du contexte local. La communauté humanitaire a été régulièrement informée lors de la réunion de coordination de la disponibilité et du soutien des services. La Direction Générale de la Protection Civile (DGSC) et le PAM ont également collaboré avec l'aéroport et les autorités portuaires pour accélérer les dédouanements et les livraisons du fret humanitaire.</p>	
<p>Avez-vous mis en œuvre un mécanisme de plainte (boîte de réclamation, ligne téléphonique gratuite, autre) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux réclamations.</p> <p>Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>En se concentrant sur l'engagement des populations affectées dans les processus et les décisions qui affectent leur vie, le PAM a établi un mécanisme national de réclamation et de retour d'information (CFM) pour améliorer la responsabilisation des destinataires et les servir plus efficacement. À cette fin, le PAM a mis en place des canaux de communication tels que des lignes téléphoniques, boîtes aux lettres traditionnelles et retour d'information par le biais du PAM et du personnel des partenaires coopérants.</p>	
<p>Avez-vous établi un mécanisme spécifique de rapportage et de prise en compte des plaintes liées aux abus et à l'exploitation sexuelle (SEA) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux plaintes relatives aux SEA ?</p> <p>Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>Les dommages engendrés par le cyclone Kenneth ont provoqué une augmentation des violences sexuelles et des migrations, les femmes et les filles étant les plus exposées. Pour éviter les risques potentiels de PSEA, le PAM a veillé à ce que l'aide alimentaire soit distribuée dans les centres communautaires villageois pendant la journée et à proximité des domiciles des bénéficiaires. Le PAM a également partagé des messages de changement de comportement sur la sécurité alimentaire, nutrition et protection. En raison de la courte durée de l'aide humanitaire, le PAM n'a pas pu réunir les données d'évaluation complètes.</p>	
<p>Autres commentaires (facultatif) :</p> <p>Aux Comores, l'intervention d'urgence du PAM a contribué à l'égalité des sexes et a atténué les risques de violence basée sur le genre. Femmes enceintes et allaitantes, les ménages dirigés par les femmes, les personnes handicapées et les personnes âgées ont obtenu de l'aide en premier. Dans la mesure du possible, le PAM a désigné des femmes chef de ménage pour recevoir les rations alimentaires. En outre, l'équipe du PAM déployée aux Comores a suivi une formation sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels.</p> <p>Enfin, les communautés ciblées des programmes du PAM ont bénéficié d'une approche qui ne nuit pas à l'environnement.</p>	

7. Programmation de transferts monétaires	
Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?	
Prévus	Atteints
Non	Non

8. Evaluation : Ce projet a-t-il été évalué ou y a-t-il une évaluation en cours ?	
n/a	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

8.8. Rapport du projet 19-RR-WHO-036 - WHO

1. Information sur le projet			
1. Agence :	WHO	2. Pays :	Comores
3. Groupe sectoriel/ Secteur	Santé - Santé	4. Code du projet (CERF) :	19-RR-WHO-036
5. Titre du projet :	Fourniture de soins et services de santé aux populations affectées par le cyclone Kenneth aux Comores		
6.a Date de début de mise en œuvre :	16/05/2019	6.b Date de fin de mise en œuvre :	15/11/2019
6.c Extension sans cout :	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Si oui, veuillez préciser date de fin révisée :	
6.d Toutes les activités sont-elles achevées ? (Y compris la date de l'extension sans coûts)		<input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Oui (Si non, veuillez préciser dans la section 3)	
7. Financement	a. Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ US\$ 1,328,400
	b. Montant total du financement reçu par l'agence pour répondre à l'urgence :		US\$ US\$ 324 212
	c. Montant reçu du CERF :		US\$ 237,703
	d. Fonds du CERF transmis aux partenaires d'exécution :		US\$ 0,00
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 0,00
	Partenaires ONG Internationale		US\$ 0,00
Partenaires ONG Nationale		US\$ 0,00	
Croix Rouge/Croissant Rouge		US\$ 0,00	

2. Résumé des résultats obtenus
<p>Grace à financement de la fenêtre « Réponse Rapide » du CERF, l'OMS a réalisé la réhabilitation de deux centres de santé (ceux de Nioumamilima et de Foubouni), l'équipement des 17 districts de santé en mobiliers de bureau et de matériel informatique, appuyé le déploiement d'un médecin pendant trois mois ; cela a permis d'assurer la continuité des soins. Le projet a en outre permis de fournir des kits de médicaments et matériaux chirurgicaux aux structures de santé touchées par le cyclone. Les capacités de 105 agents et cadres de la santé des trois îles ont été renforcées en matière de surveillance intégrée de la maladie et de la riposte. Ensemble, avec le recrutement de 3 agents de santé pour la surveillance épidémiologique de la communauté et la dotation de moyens de communication à 25 points focaux de la surveillance ; cela a permis d'accroître la capacité de détection, de prévention et de contrôle des maladies épidémiologiques dans près de 85% des structures sanitaires y inclut l'épidémie de rougeole. Le projet a en outre permis de contribuer au renforcement de la mise à jour des données sanitaires avec la mise en place du système HeRAMS aux Comores et la formation de 10 personnes pour assurer le suivi.</p>

3. Modifications
n/a

4.a NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (PREVU)

Cluster/Secteur	Santé - Santé				
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	38,691	39,970	33,203	31,536	143,400
Total	38,691	39,970	33,203	31,536	143,400
Prevu	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « prévu » de personnes)	0	0	0	0	0

4.b NOMBRE DE PERSONNES DIRECTEMENT ASSISTÉES GRACE AU FINANCEMENT DU CERF (ATTEINT)

Cluster/Secteur	Santé - Santé				
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Communautés d'accueil					
Réfugiés					
Retournés					
Déplacés internes					
Autres personnes touchées	38 691	39 970	33 203	31 536	143 400
Total	38 691	39 970	33 203	31 536	143 400
Atteint	Hommes (≥18)	Femmes (≥18)	Garçons (<18)	Filles (<18)	Total
Personnes avec handicap (compris dans le nombre total « atteint » de personnes)	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

En cas de divergence importante entre les chiffres correspondant au nombre de personnes planifiées et les chiffres correspondant au nombre de personnes atteintes, ou de divergence par rapport au nombre total ou à la répartition par âge, le sexe ou la catégorie, veuillez en expliquer les raisons :

n/a

4.c PERSONNES INDIRECTEMENT VISÉES PAR LE PROJET

n/a

5. Cadre des résultats du projet CERF

Objectif du projet	Réduire la mortalité et morbidité évitables par la fourniture de soins et services essentiels et vitaux de santé Détecter, investiguer et répondre rapidement les épidémies de maladies infectieuses liées au cyclone Kenneth
---------------------------	--

Résultat 1	Les populations affectées et vulnérables ont accès aux soins primaires à l'intérieur d'une heure de marche de leur habitation dans les communes dont les structures sanitaires ont été endommagées Santé - Santé			
Secteur	Santé - Santé			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 1.1	% et # des personnes affectées et vulnérables ayant accès aux soins primaires à l'intérieur d'une heure de marche de leur habitation dans les communes dont les structures sanitaires ont été endommagées	80% ou 114,720	100% ou 143,400	Rapports
Indicateur 1.2	Nombre d'installation sanitaires réparées pour garantir l'accès aux soins et services de santé essentiels et d'urgence	Au moins 5	2	Contrat de réhabilitation et factures
Indicateur 1.3	Nombre d'installation sanitaires équipées de matériel médical et de médicaments essentiels pour garantir l'accès aux soins et services de santé essentiels et d'urgence	Au moins 5	7	Bon de commande et bon de livraison et réception
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Après la réalisation d'une évaluation approfondie sur l'ensemble des structures de santé, deux structures ont été sévèrement endommagées et ont nécessité une réparation.		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 1.1	Collecte, analyse procédurale et dissémination d'information critique sur la santé, dont l'accès et la disponibilité des services de santé de sauvetage	OMS		
Activité 1.2	Réparation des installations sanitaires existantes endommagées par le cyclone Kenneth : les réparations rapides de base pour permettre la fonction d'une installation médicale et la fourniture de matériel médical et de médicaments essentiels d'urgence aux salles d'urgence	OMS		

Résultat 2	Les structures sanitaires offrent un accès équitable, un panier de services et une réponse d'urgence incluant les médicaments essentiels et vitaux pour les personnes vulnérables dans les communes affectées de priorité 1			
Secteur	Santé - Santé			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 2.1	Nombre de kits distribués (Laboratoire, Field Sample Collection, Complet 8 Modules)	12	12	Bon de commande et bon de livraison
Indicateur 2.2	Nombre de kits distribués, (MAS – Malnutrition Aigüe Sévère avec Complications médicales, 50 enfants (de moins de 5 ans)	10	10	Bon de commande et bon de livraison

Indicateur 2.3	% des structures sanitaires offrent un panier de soins et services incluant les médicaments essentiels et vitaux dans les communes affectées de priorité 1	80%	90%	Rapport de répartition et de distribution des médicaments
Indicateur 2.4	Nombre d'équipes mises en place pour la stratégie de soins avancés dans les communes affectées de priorité 1	5	3	Contrat des 3 médecins pour la surveillance des maladies
Indicateur 2.5	Nombre de personnel de santé supplémentaire déployé dans les structures sanitaires	1	1	Contrat du médecin de Foubouni
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		n/a		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 2.1	Doter en stocks de médicaments essentiels, de matériel médical et de laboratoire et les équipements dans les structures sanitaires afin de répondre aux épidémies de maladies infectieuses des communes affectées prioritaires	OMS		
Activité 2.2	Renforcer les stratégies fixes et avancées de soins et services de santé primaires afin de répondre aux conditions de menace à la vie associées à l'accès aux soins équitables et rapides interrompus pour les maladies chroniques dans les communes affectées prioritaires	OMS		
Activité 2.3	Soutenir le déploiement temporaire du personnel de santé supplémentaire dans les structures sanitaires affectées par le cyclone Kenneth	OMS		

Résultat 3	Les épidémies de maladies infectieuses sont détectées, investiguées et la réponse est mise en place rapidement et efficacement			
Secteur	Santé - Santé			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de Verification
Indicateur 3.1	% des épidémies détectées, investiguées et la réponse est mise en place rapidement et efficacement	90%	100%	Rapport sur la détection de cas de Rougeole
Indicateur 3.2	Nombre des personnels/relais recyclés/formés sur l'alerte avancée et l'investigation des épidémies de maladies infectieuses	100	105	Liste de présence des participants à la formation
Indicateur 3.3	Nombre d'installations visés par la mise en place d'un système d'alerte avancée, de surveillance et de réponse	50	60	Tableau de répartition des fiches
Indicateur 3.4	Nombre de kits distribués, Basic Malaria Module (IEHK 2017)	10	10	Bon de commande et bon de livraison
Indicateur 3.5	Nombre de kits distribués, Cholera investigation complet	3	3	Bon de commande et bon de livraison
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		n/a		
Activités	Description	Mise en oeuvre par		
Activité 3.1	Création de systèmes d'alerte avancée, de surveillance et de réponse rapide aux épidémies de maladies infectieuses :	OMS		

	fournir le soutien technique, logistique et financier au Ministère de la Santé National pour colliger, analyser et disséminer les données relatives aux maladies infectieuses sur une base régulière	
Activité 3.2	Fourniture de médicaments et de matériel pour répondre aux conditions de menace à la vie associées aux maladies infectieuses : fournir et distribuer les médicaments et le matériel médical essentiel et urgent pour la réponse aux épidémies associées au cyclone Kenneth	OMS
Activité 3.3	Formation du personnel de la santé : soutenir en matière d'expertise la formation en cours d'emploi et de mise au point des comités d'hygiène	Equipe de la Surveillance Intégrée de la Maladie et de la Riposte (SIMR)
Activité 3.4	Mobilisation sociale et la sensibilisation à la santé : soutenir les activités de mobilisation communautaire, de promotion de la santé et d'éducation sanitaire dans les communautés affectées par le cyclone Kenneth	Equipe de la Surveillance Intégrée de la Maladie et de la Riposte (SIMR)

6. Redevabilité à l'égard des populations touchées (AAP)

6.a Engagement AAP du IASC 2 – Participation et partenariat

Comment les personnes affectées par la crise (y compris les groupes vulnérables et marginalisés) ont-elles été impliquées dans le développement, l'exécution et le suivi du projet ?

Lors de la phase de l'alerte, le comité multisectoriel de préparation, de coordination et de gestion des urgences et catastrophes du secteur de la santé s'était réuni. Ce comité implique la communauté et les ONG. Dès le début de la catastrophe Kenneth, le comité est impliqué dans la coordination multisectorielle au sein de la DGSC mais aussi dans le groupe sectoriel santé qui a été activé. Lors des évaluations, les communautés ont été impliquées et les besoins ont été identifiés ensemble. Dans la phase de mise en œuvre et de suivi du projet, des réunions du groupe sectoriel santé ont été organisées avec la participation du Comité santé alors que sur le terrain c'est avec les communautés bénéficiaires que la mise en œuvre et le suivi ont été conduits. Enfin, des ateliers de leçons apprises organisés par la DGSC ont eu lieu dans chaque île et au niveau national avec la participation du secteur de la santé.

Est-ce que les mécanismes locaux et/ou nationaux ont été utilisés pour engager toutes les composantes des communautés dans la réponse ? Si les mécanismes locaux/nationaux n'ont pas saisi les besoins, les revendications et le leadership des femmes, des filles et des groupes marginalisés, quels mécanismes alternatifs avez-vous utilisés pour les atteindre ?

La DGSC qui est le bureau national de coordination et gestion des urgences des catastrophes est le principale mécanisme national et il a ses branches dans chacune des îles. Au niveau sectoriel de la santé, il existe un comité national des urgences sanitaires, des comités insulaires et des comités de district et tous ces mécanismes impliquent les ONG et la communauté y compris les femmes et les hommes.

6.b Engagement AAP du IASC 3 – Information, feedback et action

Comment les populations affectées ont-elles été informées au sujet de votre Organisation, des principes auxquels elle adhère, du comportement attendu de son personnel, et du programme qu'elle prévoit de délivrer ?

L'OMS est le Chef de file des partenaires techniques et financiers du secteur de la santé et ses actions couvrent tout le pays et tous les programmes de santé. L'OMS dispose d'un bulletin de santé et fait des communiqués de presse sur les activités et sur les questions de santé. Le chargé de communication de l'OMS se charge d'une communication de presse, de l'organisation d'interview avec les médias tant écrit qu'audio-visuels, de communication par les comptes Tweeter et WhatsApp.

Avez-vous mis en œuvre un mécanisme de plainte (boîte de réclamation, ligne téléphonique gratuite, autre) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux réclamations. Oui ☐ Non ☒

En tant qu'organisation, l'OMS dispose de boîte de réclamation, de ligne téléphonique et de personnel en charge de ces questions. Pour ce projet, comme l'appui n'était pas apporté directement aux individus mais plutôt aux services de santé, toutes les mesures de

transparences et de suivi avec le Ministère de la Santé, le groupe sectoriel santé et le comité multisectoriel de coordination et de gestion des urgences, le rapportage et le suivi relatifs aux plaintes se sont déroulés à travers ces services.

Avez-vous établi un mécanisme spécifique de rapportage et de prise en compte des plaintes liées aux abus et à l'exploitation sexuelle (SEA) ? Décrivez brièvement quelques mesures clefs que vous avez prises pour répondre aux plaintes relatives aux SEA ? Oui ☒ Non ☐

En tant qu'organisation des Nations Unies, l'OMS dispose d'un mécanisme spécifique de rapportage et de prise en compte des plaintes liées aux abus et à l'exploitation sexuelle (SEA) et la tolérance est ZERO. Pour la mise en œuvre de ce projet, comme il s'agissait d'une mise en œuvre directe par l'OMS en appui au Ministère de la santé, le mécanisme interne de l'OMS a été appliqué.

Autres commentaires (facultatif) :
n/a

7. Programmation de transferts monétaires

Ce projet inclut-il une intervention de type transfert monétaire / de bons d'achat ?

Prévus	Atteints
Non	Non

8. Evaluation : Ce projet a-t-il été évalué ou y a-t-il une évaluation en cours ?

	ÉVALUATION EFFECTUEE <input type="checkbox"/>
	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

ANNEXE 1 : FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERE AUX PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

CERF Project Code	Cluster/Sector	Agency	Partner Type	Total CERF Funds Transferred to Partner US\$
19-RR-WFP-043	Food Assistance	WFP	RedC	\$93,948
19-RR-UDP-006	Housing, Land & Property Rights	UNDP	RedC	\$53,392
19-RR-UDP-007	Livelihoods	UNDP	GOV	\$162,862
19-RR-FPA-031	Health	UNFPA	NNGO	\$13,032
19-RR-CEF-073	Education	UNICEF	GOV	\$39,194
19-RR-CEF-073	Education	UNICEF	GOV	\$14,746
19-RR-CEF-073	Education	UNICEF	GOV	\$3,460
19-RR-CEF-073	Protection	UNICEF	GOV	\$4,500
19-RR-CEF-073	Health	UNICEF	GOV	\$47,734
19-RR-CEF-073	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	NNGO	\$14,023
19-RR-CEF-073	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	RedC	\$5,287
19-RR-CEF-073	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$6,846
19-RR-CEF-073	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$165,683
19-RR-CEF-073	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$5,925
19-RR-CEF-073	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$3,265
19-RR-CEF-073	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$68,876

ANNEXE 2 : ACRONYMES ET ABBRÉVIATIONS (Ordre Alphabétique)

ASC	Agents de Santé Communautaires
ASC	Agents de Santé Communautaires
BDC	Banque de Développement des Comores
CE	Cours Elémentaire
CERF	Central Emergency Response Fund
CFM	Complaints and Feedback Mechanism
CHN	Centre Hospitalier National
CM	Cours Moyens
CRCo	Croissant Rouge Comorien
CRDE	Centre Rural de Développement Economique
CRDE	Centres Ruraux de Développement Economique
CRENI	Centre de Réhabilitation Nutritionnel Intensif
CSD	Centre de Santé de District
CTP	Cash Transfer Programme
DLM	Direction de Lutte contre les Maladies
DMU	Dispositif Minimum d'Urgence
DNS	Direction Nationale de la Santé
DNSPS	Direction Nationale de la Solidarité et de la Protection Sociale
DPS	Direction de la Promotion de la Santé
DSA	Daily Subsistence Allowance
DSF	Direction de Santé Familiale
DGSC	Direction Générale de la Sécurité Civile
FAO	Food and Agriculture Organisation
FICR	Fédération Internationale de la Croix Rouge
HC	Coordinateur de l'Action Humanitaire
HeRAMS	Health Resources Availability Mapping System
IASC	Inter-Agency Standing Committee
IEHK	Interagency Emergency Health Kit
IST	Infection Sexuellement Transmissible
KMF	Franc Comorien
LCA	Logistic Capacity Assessment
MAS	Malnutrition Aigue Sévère
MILD	Moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée
MS	Ministère de la Santé
MT	Metric Tone
NFI	Non-Food Item
OCHA	Office for Coordination of Humanitarian Affairs
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RAA	Revue Après Action
RC	Coordonnateur Résident
SEA	Sexual Exploitation and Abuse (Abus et Exploitation sexuelle)
SIMR	Surveillance Intégrée de la Maladie et de la Riposte
SNU	Système des Nations Unies

SONEDE	Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux
SR	Santé de la Reproduction
UNDP	United Nation Development Program
UNFPA	United Nations Population Fund
UNHABITAT	United Nations Human Settlements Programme
UNICEF	United Nations Children's Fund
US\$	United States Dollar (Dollar des Etats Unies)
VBG	Violence Basée sur le Genre
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humain
WASH	Water Sanitation and Hygiene (Eau, assainissement et hygiène)
WFP	World Food Program
WHO	World Health Organisation